

PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES (COMPTES ANNUELS)

MEDCOST

Société Anonyme au capital de 1 109 063 €
Siège social : 33, rue Raffet, 75016 Paris
399 444 629 R.C.S. Paris

Comptes annuels au 31/12/2005

Compte rendu des travaux de l'Expert-Comptable . — Aux termes de la mission d'établissement des comptes annuels qui nous a été confiée par l'entreprise Medcost , nous déclarons que les comptes de l'exercice du 01/01/2005 au 31/12/2005 caractérisés notamment par les données suivantes :

Total du bilan 9 320 020,50 €.

Chiffre d'affaires 3 010 959,11 €.

Résultat net comptable -106 626,61 €.

ont été établis à partir des pièces, documents et informations fournis par l'entreprise, en conformité avec les règles de diligences préconisées par l'Ordre des Experts-Comptables.

A Sèvres, le 08/04/2006.

François Dolige
Expert-Comptable

Thierry Olivier
Expert-Comptable

États financiers

Bilan Actif	31/12/2005			31/12/2004
	Brut	Amortissements & provisions	Net	Net
Capital souscrit non appelé (0)				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brevets et licences	210 462	149 712	60 751	13 665
Fonds commercial (1)	748 162		748 162	
Autres	327 696		327 696	153 906
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Autres	782 992	496 754	286 238	207 523
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières (2)				
Participations mises en équivalence				

Autres participations	2 966 438		2 966 438	3 048 502
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres	1 067 348		1 067 348	83 226
Actif immobilisé (I)	6 103 098	646 465	5 456 633	3 506 822
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	21 196		21 196	
Créances d'exploitation (3)				
Clients et comptes rattachés	2 458 427	65 236	2 393 191	2 256 990
Autres créances	529 588		529 588	467 806
Capital souscrit et appelé, non versé				
Valeurs mobilières de placement	624 418		624 418	2 471 646
Disponibilités	194 376		194 376	288 269
Charges constatées d'avance (3)	100 619		100 619	76 542
Actif circulant (II)	3 928 624	65 236	3 863 388	5 561 253
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)				
Primes de remboursement des obligations (IV)				
Ecart de conversion actif (V)				
Total général (0 à V)	10 031 722	711 702	9 320 021	9 068 074
(1) dont droit au bail				
(2) dont à moins d'un an (brut)				
(3) dont à plus d'un an (brut)			332 850	332 850

Bilan Passif	31/12/2005 Net	31/12/2004 Net
Capitaux propres		
Capital (dont versé : 1 109 063)	1 109 063	1 109 063
Primes d'émission, de fusion, d'apport	8 800 751	8 800 751
Ecart de réévaluation		
Réserve légale	99 959	99 959
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves	381 123	381 123
Report à nouveau	-2 719 092	-5 250 451
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	-106 627	2 531 359
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
Capitaux propres (I)	7 565 178	7 671 804
Autres fonds propres		
Produits des émissions de titres participatifs		

Avances conditionnées		
Autres fonds propres (II)		
Provisions pour risques et charges		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	7 500	7 500
Provisions pour risques et charges (III)	7 500	7 500
Dettes financières		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	24 806	
Emprunts et dettes financières divers	104 961	23 155
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		1 973
Dettes d'exploitation		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	739 185	585 089
Dettes fiscales et sociales	839 233	747 431
Dettes diverses		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	9 250	
Autres dettes	28 808	31 122
Produits constatés d'avance	1 100	
Dettes (IV)	1 747 343	1 388 770
Ecart de conversion passif (V)		
Total général (I à V)	9 320 021	9 068 074
(1) dont à plus d'un an	93 143	23 155
Dont à moins d'un an	1 654 200	1 363 642
(2) dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques	24 806	
(3) dont emprunts participatifs		

Compte de Résultat	31/12/2005			31/12/2004
	France	Exportation	Total	Total
Produits d'exploitation (1)				
Ventes de marchandises				
Production vendue (biens)				
Production vendue (services)	3 010 584	375	3 010 959	3 330 200
Chiffres d'affaires nets	3 010 584	375	3 010 959	3 330 200
Production stockée				
Production immobilisée			173 790	170 869
Subventions d'exploitation				16 040
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges			136 902	31 137
Autres produits			19 597	599
Total des produits d'exploitation (I)			3 341 248	3 548 845
Charges d'exploitation (2)				
Achats de marchandises				
Variation de stock				
Achats de matières premières et autres approvisionnements				
Variation de stock				
Autres achats et charges externes (5)			1 536 138	1 325 198

Impôts, taxes et versements assimilés	99 669	102 558
Salaires et traitements	1 591 939	1 438 030
Charges sociales	631 520	595 327
Dotations aux amortissements sur immobilisations	159 004	176 830
Dotations aux provisions sur immobilisations		
Dotations aux provisions sur actif circulant	35 048	10 343
Dotations aux provisions pour risques et charges		
Autres charges	131 925	453
Total des charges d'exploitation (II)	4 185 241	3 648 739
Résultat d'exploitation (I – II)	-843 993	-99 894
Quote-parts de résultat sur opérations faites en commun		
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)		
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)		
Produits financiers		
De participations (3)		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)		
Autres intérêts et produits assimilés (3)		
Reprises sur provisions et transferts de charges	642 362	2 551 582
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières placement	98 885	45 560
Total des produits financiers (V)	741 247	2 597 142
Charges financières		
Dotations aux amortissements et aux provisions		3 000
Intérêts et charges assimilées (4)	2 107	1 446
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières (VI)	2 107	4 446
Résultat financier (V – VI)	739 140	2 592 697
Résultat courant avant impôts (I – II + III – IV + V – VI)	-104 853	2 492 802
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion		17 343
Sur opérations en capital	8 847	49 523
Reprises sur provisions et transferts de charges	3 750	3 750
Total des produits exceptionnels (VII)	12 597	70 616
Charges exceptionnelles		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	1 622	34 023
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	4 088	
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	5 444	4 437
Total des charges exceptionnelles (VIII)	11 154	38 460
Résultat exceptionnel (VII – VIII)	1 443	32 156
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)		
Impôts sur les bénéfices (X)	3 217	-6 401
Total des produits (I + III + V + VII)	4 095 092	6 216 603
Total des charges (II + IV + VI + VIII + IX + X)	4 201 719	3 685 244

Bénéfice ou perte (total des produits – total des charges)	-106 627	2 531 359
(1) dont produits sur exercices antérieurs		
(2) dont charges sur exercices antérieurs		
(3) dont produits entreprises liées		
(4) dont intérêts entreprises liées		
(5) dont crédit-bail mobilier		
(6) dont crédit-bail immobilier		

Annexe

Préambule . — L'exercice social clos le 31/12/2005 a une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 9 320 020,50 €.

Le résultat net comptable est une perte de 106 626,61 €.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été établis par le conseil d'administration.

Principes comptables généraux . — Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables ;
- Indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont fournies les informations significatives.

Faits caractéristiques de l'exercice . — La société Almato a été dissoute en application de l'article 1844-5 du code civil par transmission universelle de son patrimoine au profit de la société Medcost, son associé unique, le 25 novembre 2005.

Le traitement comptable de cette opération a été effectué selon les dispositions du Règlement CRC 2004-01.

Les éléments du patrimoine de la société Almato ont été intégrés dans les comptes de la société Medcost à leur valeur comptable.

L'écart entre la situation nette comptable de la société Almato et la valeur des titres figurant au bilan de la société Medcost, soit 752 750 euros a été affecté de la façon suivante :

- Mali technique à hauteur de 748 162 euros affecté au poste "Fonds commercial",
- Perte exceptionnelle pour le solde, soit 4 088 euros.

Ce mali technique, non amortissable, est affecté extracomptablement aux titres Doctissimo dont la société Almato détenaient 35 % pour une valeur comptable de 620 000 euros. Il est soumis à chaque clôture à un test de dépréciation : une provision est constituée si la valeur d'utilité de la société Doctissimo est inférieure à la valeur comptable des titres majorée du mali technique, soit 3 696 100 euros.

Au 31 décembre 2005, aucune provision n'est à constater.

Evènements particuliers . — Changement de réglementation à l'ouverture de l'exercice :

Les règles relatives à la définition, l'évaluation, la comptabilisation, l'amortissement et la dépréciation des actifs ont été modifiées par les règlements CRC 02-10 (modifié par le règlement CRC 03-07) et CRC 04-06 applicables depuis le 1er janvier 2005.

Pour l'application de ces nouvelles règles, chaque catégorie d'immobilisations a été analysée pour déterminer leur caractère décomposable, c'est-à-dire l'identification d'éléments dont la durée d'utilisation est différente de la structure principale de l'immobilisation.

Il ressort de cette étude qu'aucun composant significatif n'a été identifié.

Par ailleurs, l'entreprise considère que la durée d'amortissement pratiquée représente le rythme de consommation des avantages économiques attendus en fonction de l'utilisation probable des biens.

Règles et méthodes comptables :

Immobilisations incorporelles.— Les logiciels acquis et créés sont amortis en linéaire sur un an et trois ans.

Les logiciels en cours de développement, comptabilisés en production immobilisée pour un montant de 327.696 €, sont les suivants :

Dossier Médical Partagé :

Il s'agit d'une déclinaison grand public des développements réalisés par la société Medcost dans le cadre de son offre réseaux de soins pour le développement d'une offre DMP accessible et gérée par le patient. La société D3P dont Medcost détient 50% fait partie des consortiums retenus par le groupement d'intérêt public DMP dans le cadre de l'appel d'offre concernant le marché d'assistance à la conception et à la réalisation de grilles d'évaluation des expérimentations du dossier médical personnel.

Le montant immobilisé au titre de l'exercice s'élève à 174 k€.

Docticlé :

La Docticlé est un projet de stockage offline sur une clé USB sécurisée des données issues du DMP décrit ci-dessus.

Docticlé est donc une clé USB sécurisée de petite taille qui embarque un logiciel d'échange et de certification de données. Docticlé s'interface d'une part avec un ordinateur de type Mac ou PC éventuellement équipé d'un lecteur de carte CPS, et d'autre part avec un site web spécifique (Doctiweb) avec lesquels elle peut échanger des données.

Le projet Docticlé n'est pas terminé au 31.12.2005 et n'a fait l'objet d'aucune production immobilisée en 2005.

Immobilisations corporelles.— Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

- Installations générales, agencements divers 3 à 10 ans
- Matériel de bureau et informatique 2 à 5 ans
- Mobilier 5 ans

Participations et créances rattachées.— Dans le cadre de la transmission universelle de son patrimoine au profit de la société Medcost le 25 novembre 2005, la société Almato a apporté les titres qu'elle détenait dans la société Doctissimo. La participation directe de Medcost dans cette société s'élève donc au 31 décembre 2005 à 100 %.

En partenariat avec la société RSS (Réseau Santé Social), la société Medcost a créé en octobre 2005 la SAS D3P dont elle détient 50%. Cette société fait partie des consortiums retenus par le groupement d'intérêt public DMP dans le cadre de l'appel d'offre concernant le marché d'assistance à la conception et à la réalisation de grilles d'évaluation des expérimentations du dossier médical personnel.

Autres immobilisations financières.— Les autres immobilisations financières comprennent 302.742 actions propres détenues dans le cadre des contrats de rachat et de liquidité.

A compter de l'exercice 2005, la totalité des actions propres détenues dans le cadre de tels contrats est comptabilisée en immobilisations financières. Les exercices précédents, les actions propres qui étaient destinées à être affectées à l'attribution aux salariés ou à la régularisation de cours étaient comptabilisées en valeurs mobilières de placement.

Le contrat de tenue de marché conclu le 22 mai 2000 entre la société Medcost, la société de bourse Gilbert Dupont et son actionnaire principal a pris fin au cours du 1er semestre 2005. La société Medcost est seule partie prenante du nouveau contrat.

La valeur d'acquisition des titres d'autocontrôle s'élève à 985 729 €.

Les opérations relatives aux titres d'autocontrôle ont été les suivantes :

- contrat de liquidité :

Opérations	Nombre de titres	Montants (en euros)
Titres détenus au 31 décembre 2004	8.916	
Achats de titres	30.388	
Ventes de titres	29.655	
Titres détenus au 31 décembre 2005	9.649	
Valeur d'acquisition des titres détenus au 31 décembre 2005		47 859
Valeur des titres détenus au 31 décembre 2005 (a)		48 341
Gains sur cessions		8 847
<i>(a) Cours moyen de bourse du mois de décembre 2005 soit 5,01 €</i>		

- contrat de rachat :

Opérations	Nombre de titres	Montants (en euros)
Titres détenus au 31 décembre 2004	173.208	
Achats de titres	119.885	
Ventes de titres	0	
Titres détenus au 31 décembre 2005	293.093	
Valeur d'acquisition des titres détenus au 31 décembre 2005		937 870
Valeur des titres détenus au 31 décembre 2005 (a)		1 468 396
Gains sur cessions		0
<i>(a) Cours moyen de bourse du mois de décembre 2005 soit 5,01 €</i>		

Créances.— Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Charges constatées d'avance.— Ce poste d'un montant de 100.619 € concerne principalement des loyers et charges locatives.

Ventilation par activité du chiffre d'affaires :

	2005	2004
Web agency	1 755 720 €	2 141 049 €
Conseil conduite projet	868 348 €	960 144 €
Formation et prestations diverses	91 494 €	57 950 €
Refacturation loyer	61 800 €	60 336 €
Refacturation de frais euro pour euro	233 597 €	110 721 €
Total	3 010 959 €	3 330 200 €

Résultat exceptionnel.— Les charges exceptionnelles concernent principalement le solde du mali de confusion sur l'opération de transmission universelle du patrimoine de la société Almato pour un montant de 4.088 €.

Les produits exceptionnels sont principalement composés du boni sur rachat d'actions propres pour un montant de 8.847 €.

Frais de recherche et développement.— La société Medcost a participé à la réalisation d'un prototype de site web pour la prévention et la prise en charge des pathologies liées au vieillissement, en étant responsable de la conception d'un carnet électronique de santé. Ce projet a été terminé en 2004.

L'aide accordée par l'état pour le financement de ces dépenses a été répartie comme suit :

- subvention par l'état 148 k€

(soit 35 % des dépenses plafonnées à 423 k€)

- avance remboursable accordée par l'Etat 93 k€

(soit 50% des dépenses restantes soit 186 k€)

Le solde de l'avance remboursable de 93 k€ a été reçu en 2005.

Autres informations :

Engagements hors bilan.— Locations simples immobilières :

Engagements en €	<1an (2)	>1an, <5ans	>5ans	Total
Contrat 1	34 384	91 690		126 074
Contrat 2	42 160	38 647		80 807
Contrat 3 (1)				
Contrat 4	38 001	123 503		161 504
Total	115 545	253 840		368 385

(1) Bail en cours de renouvellement, indemnité de résiliation prévue au contrat 11.434 € HT

(2) Les loyers annuels sont indexés sur l'indice du coût à la construction. Les loyers présentés sont ceux réellement facturés pour l'année 2005.

Engagements donnés.— Au profit de la société Doctissimo dans le cadre de l'acquisition des sites Internet Ado.fr, Myblog.fr et Pixelmonde.fr :

- garantie de la société Medcost en paiement de toutes sommes dues par la société Doctissimo au cédant au titre des compléments de prix relatifs à la cession par ce dernier de l'intégralité des éléments corporels et incorporels composant ces sites Internet.

Ces compléments de prix, déterminés en fonction de l'audience atteinte par ces sites à fin 2005 et fin 2006, s'élèveront aux montants suivants :

- complément de prix 1 déterminé en janvier 2006 : 7 500 euros, 12 000 euros ou 16 000 euros,

- complément de prix 2 déterminé en janvier 2007 : 7 500 euros, 10 000 euros ou 18 000 euros.

- garantie de la société Medcost en paiement de toutes sommes qui seraient dues par la société Doctissimo au cédant au titre de la garantie de salaire que Doctissimo s'engagerait à verser à ce dernier en cas de licenciement non motivé par une faute grave ou lourde avant le deuxième anniversaire de son entrée en tant que salarié au sein de Doctissimo, soit 50 % de la rémunération mensuelle brute due au titre de la période restant à courir jusqu'à ladite date d'anniversaire.

Indemnités de départ à la retraite.— L'engagement vis-à-vis du personnel, relatif aux indemnités de fin de carrière s'élève à 31 k€ au 31.12.2005.

Le régime à prestations définies concerné est le régime prévu par la convention collective du Syntec.

Les hypothèses actuarielles qui ont permis la détermination de l'engagement sont les suivantes :

- taux d'actualisation : 3,5 %

- taux d'augmentation des salaires : Cadres 1,5 %

Non cadres 3 %

- taux de rotation du personnel : Cadres 10 %

Non cadres 30 %

Les taux d'augmentation des salaires et de rotation de personnel ont été déterminés à partir d'une étude statistique menée sur une période de trois ans.

Le taux d'actualisation non risqué retenu est le TMOP du 2ème semestre 2005.

- départ à l'initiative de l'employeur.

- la méthode utilisée est la méthode des unités de crédits projetées.

Inventaires des valeurs mobilières.— Les valeurs mobilières au 31.12.2005 sont composées de SICAV pour un total de 624.418 €. Leur valeur liquidative à la clôture de l'exercice s'élève à 637.780 €, soit une plus-value latente de 13.362 €.

- Plans d'option de souscription d'action (stock options).— L'assemblée générale extraordinaire du 5 avril 2000 a autorisé, pour une durée de cinq ans, le conseil d'administration à consentir aux salariés de la société des options donnant droit à souscription d'actions nouvelles dans la limite de 160.000 actions.

Le prix d'achat par action est fixé par le conseil d'administration au jour où l'option est consentie, sans pouvoir être inférieur à 80 % de la moyenne du cours coté à la clôture durant les vingt jours de cotation précédant le jour de la décision du conseil d'administration d'attribuer les options, ni être inférieur à 80 % du cours moyen d'achat des actions détenues par la société au titre de l'Article 217-2 de la loi du 24 juillet 1966 (codifié à l'article L 225-209 du Code de Commerce).

Le conseil d'administration du 9 juin 2000 a consenti 60.000 options donnant droit à la souscription de 60.000 actions nouvelles au prix de 7,90 € par action, soit 0,25 € de valeur nominale et 7,65 € de prime d'émission. Les 60.000 options ont été souscrites en totalité.

Le conseil d'administration du 5 février 2001 a consenti 100.000 options donnant droit à la souscription de 100.000 actions nouvelles au prix de 6 €, soit 0,25 € de valeur nominale et 5,75 € de prime d'émission. 86.550 options ont été souscrites ; les 13.450 options non souscrites pourront l'être jusqu'au 4 avril 2005.

L'assemblée générale mixte du 28 juin 2001 a autorisé, pour une durée de trente huit mois, le conseil d'administration à consentir aux salariés de la société 100.000 options donnant droit à la souscription de 100.000 actions nouvelles.

Le conseil d'administration du 3 septembre 2002 a attribué ces 100.000 options à deux salariés, qui ont souscrits pour la totalité. Le prix de souscription aux actions nouvelles a été fixé à 0,69 € par action, soit 0,25 € de valeur nominale et 0,44 € de prime d'émission.

L'assemblée générale mixte du 12 avril 2002 a autorisé le conseil d'administration à consentir, en une ou plusieurs fois, au bénéfice de membres du personnel ou dirigeants ou de certains d'entre eux de la société Medcost et des sociétés liées, des options donnant droit à la souscription d'actions de la société Medcost.

Le nombre total des options ouvertes au titre de cette autorisation ne peut donner droit à plus de 200.000 actions de 0,25 € de nominal. Cette autorisation a été conférée pour une durée de 38 mois à compter de l'assemblée.

Le conseil d'administration du 3 septembre 2002 a attribué ces 200.000 options à un salarié et à un dirigeant, qui ont souscrit pour la totalité. Le prix de souscription aux actions nouvelles a été fixé à 0,69 € par action, soit 0,25 € de valeur nominale et 0,44 € de prime d'émission.

L'assemblée générale mixte du 29 juin 2004 a autorisé le conseil d'administration à consentir, en une ou plusieurs fois, au bénéfice de membres du personnel ou dirigeants ou de certains d'entre eux de la société Medcost et des sociétés liées, des options donnant droit à la souscription d'actions de la société Medcost.

Le nombre total des options ouvertes au titre de cette autorisation ne peut donner droit à plus de 300.000 actions de 0,25 € de nominal. Cette autorisation a été conférée pour une durée de 38 mois à compter de l'assemblée.

Le conseil d'administration du 30 septembre 2004 a attribué 167.000 de ces options à des salariés et à un dirigeant. Le prix de souscription des actions nouvelles a été fixé à 3,22 € par action, soit 0,25 € de valeur nominale et 2,97 € de prime d'émission.

Aucune option concernant ces plans n'a été levée au 31 décembre 2005.

Immobilisations brutes	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	307 537	978 783		1 286 320
Immobilisations corporelles	855 675	229 668	302 351	782 992
Immobilisations financières	3 774 090	1 622 622	1 362 927	4 033 786
Total	4 937 302	2 831 073	1 665 277	6 103 098

Amortissements et provisions	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	139 966	9 745		149 712
Immobilisations corporelles	648 152	150 953	302 351	496 754
Titres mis en équivalence				
Autres Immobilisations financières	642 362		642 362	
Total	1 430 480	160 698	944 713	646 465
Amortissements		160 698	302 351	
Provisions			642 362	

Provisions inscrites au bilan	Ouverture	Augmentation	Reprises utilisées	Clôture
Provisions réglementées				
Provisions pour risques et charges	7 500	3 750	(1) 3 750	7 500
Provisions pour dépréciation	786 245	35 048	756 057	65 236
Total	793 745	38 798	759 807	72 736
Exploitation		35 048	113 695	
Financier			(2) 642 362	
Exceptionnel		3 750	3 750	

(1) La reprise de provision pour risques et charges exceptionnels concerne des montants utilisés au cours de l'exercice.

(2) Reprise de provision pour dépréciation du compte courant Almato

Etat des créances	Montant brut	A un an	A plus d'un an
Actif immobilisé	1 067 348	985 729	81 619

Actif circulant et charges d'avance	3 088 634	2 755 784	332 850
Total	4 155 932	3 741 513	414 469

La créance à long terme de 333 k€ correspond à une créance de carry-back remboursable en 2007 pour un montant de 325 k€ et à un crédit d'impôt recherche pour un montant de 8 k€ remboursable en 2008.

Etat des dettes	Montant total	A moins d'un an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Etablissements de crédit	24 806	24 806		
Dettes financières diverses	104 961	11 818	93 143	
Fournisseurs	739 185	739 185		
Dettes fiscales et sociales	839 233	839 233		
Dettes sur immobilisations	9 250	9 250		
Autres dettes	28 808	28 808		
Produits constatés d'avance	1 100	1 100		
Total	1 747 343	1 654 200	93 143	

La dette à long terme de 93 k€ concerne des avances remboursables accordées par l'état. Elle correspond à une partie du financement des dépenses de recherches engagées en 2003 et 2004 (cf. note frais de recherche et développement).

Détail des produits à recevoir	Montant
Clients factures à établir	491 805
Avoirs à recevoir	11 800
Etat produits à recevoir	4 282
Total	507 887

Détail des charges à payer	Montant
Fournisseurs factures non parvenues	146 275
Provisions congés payés	85 823
Personnel autres charges à payer	93 904
Frais déplacement à payer	4 648
Charges sociales sur congés à payer	39 148
Charges sociales sur charges personnel à payer	12 727
Organic	4 682
Taxe apprentissage	8 909
Formation continue	23 277
Effort construction	6 466
Etat autres charges à payer	8 053
Clients avoirs à établir	15 921
Total	449 834

Composition du capital social	Nombre	Valeur Nominale	Capital social
Titres en début d'exercice	4 436 253	0,25	1 109 063
Titres en fin d'exercice	4 436 253	0,25	1 109 063

	Tableau de variation des capitaux propres (Modèle AMF en euros)	Exercice 2005
A		
1	Capitaux propres à la clôture de l'exercice 2004 avant affectations	5 140 445
2	Affectation du résultat à la situation nette par l'AGO	2 531 359
3	Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice 2005	7 671 804

B	Apports reçus avec effet rétroactif à l'ouverture de l'exercice 2005	
1	Variation du capital	
2	Variation des autres postes	
C	(=A3 + B) Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice après apports rétroactifs	7 671 804
D	Variations en cours d'exercice	
1	Variations du capital	
2	Variations des primes, réserves, report à nouveau	
3	Variations des « provisions » relevant des capitaux propres	
4	Contreparties de réévaluations	
5	Variations des provisions réglementées et subventions d'équipement	
6	Autres variations	
E	Capitaux propres au bilan de clôture de l'exercice 2005 avant AGO (=C + ou - D)	7 671 804
F	Variation totale des capitaux propres au cours de l'exercice (=E - C)	0
G	Dont : variations dues à des modifications de structure au cours de l'exercice	0
H	Variations des capitaux propres au cours de l'exercice hors opérations de structure (F-G)	

(Décret 83-1020 du 29-11-1983 – Articles 10 et 24-15)

Eléments relevant de plusieurs postes du bilan (en euros)	Montant concernant les entreprises		Montant des dettes ou des créances représentées par des effets de commerce
	Liées	Avec lesquelles la société a un lien de participation	
Capital souscrit, non appelé			
Immobilisations incorporelles			
Avances et acomptes			
Immobilisations corporelles			
Avances et acomptes			
Immobilisations financières			
Participations	2 947 938	18 500	
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres titres immobilisés			
Autres immobilisations financières			
Total Immobilisations	2 947 938	18 500	
Avances et acomptes versés sur commandes			
Créances			
Créances clients et comptes rattachés	997 729	172 942	
Autres créances	2 392		
Capital souscrit appelé, non versé			
Total Créances	1 000 121	172 942	
Valeurs mobilières de placement			
Disponibilités			
Dettes			

Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts convertibles			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
Emprunts et dettes financières divers	11 818		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	68 433		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		9 250	
Autres dettes			
Total Dettes	80 251	9 250	

Les montants indiqués concernent les valeurs brutes.

Filiales et participations	Capital social	Capital x propres autres que le capital	Quote-part du capital détenu en %	Valeur brute des titres détenus	Valeur nette des titres détenus	Prêts et avances consentis par la Société	Caution s et avals donnés par la Société	C.A. H.T. du dernier exercice clos	Résultat du dernier exercice clos	Dividen des encaissés par la Société dans l'exercice
I – Renseignements détaillés concernant les filiales & participations (en milliers d'euros)										
Filiales (plus de 50% du capital détenu)										
Doctissimo	442	301	100	2 948	2 948			2 196	436	
Participations (10 à 50 % du capital détenu)										
D3P	37	- 23	50	19	19			56	- 23	
II – Renseignements globaux concernant les autres filiales & participations										
Filiales non reprises en I :										
a) Françaises										
b) Etrangères										
Participations non reprises en I :										
a) Françaises										
b) Etrangères										

Accroissements et allègements de la dette future d'impôts	Montant	Impôts
Accroissements		
Provisions réglementées		
Subventions à réintégrer au résultat		
Allègements	12 900	4 300
Provisions non déductibles l'année de dotation	10 429	3 476
Total des déficits d'exploitation reportables	1 331 645	443 882
Total des amortissements différés	1 214 776	404 925
Total des moins-values à long terme		
Total	2 569 750	856 583

La fiscalité latente est calculée à la clôture de l'exercice au taux de 33,33 %.

Rémunération des dirigeants.— Les rémunérations allouées aux dirigeants se sont élevées à un montant total de 127.970 €.

Effectif moyen par catégories de salariés	Salariés
---	----------

Cadres	29
Agents de maîtrise & techniciens	
Employés	4
Ouvriers	
Apprentis sous contrat	
Total	33

Tableaux de financement tableaux 1 :

Capacité d'autofinancement	31/12/2005	31/12/2004
Résultat net comptable	- 106 627	2 531 359
+Dotations aux amortissements et aux provisions	199 496	194 610
-Reprise sur amortissements et sur provisions	759 807	2 555 332
+Valeur comptable des éléments d'actif cédés		
-Produits des cessions d'éléments d'actif immobilisés		
-Subventions d'investissement virées au résultat		
= Capacité d'autofinancement de l'exercice	- 666 938	170 637

Variation du fonds de roulement	31/12/2005	31/12/2004
Cessions ou réductions de l'actif immobilisé		
Prix de cessions des immobilisations incorporelles		
Prix de cessions des immobilisations corporelles		1 958
Prix de cessions des immobilisations financières		
Remboursement de prêt, dépôts et créances immob.		7 277
Augmentation des capitaux propres		
Augmentation de capital et apports		
Augmentation des autres capitaux propres		
Augmentation des dettes fin. : emprunts souscrits	69 988	23 155
Total des ressources (I)	- 596 950	203 027
Diminution des capitaux propres		
Distributions mises en paiement au cours de l'exercice		
Réduction de capital, autres distributions		
Réductions des autres capitaux propres		
Acquisitions d'éléments d'actifs immobilisés		
Immobilisations incorporelles	230 621	170 869
Immobilisations corporelles	229 668	80 935
Immobilisations financières	993 373	
Octroi de prêt, dépôts et créances immobilisées		8 271
Charges à répartir sur plusieurs exercices		
Remboursement des dettes financières		14 000
Total des emplois (II)	1 453 662	274 075
Variation du fonds de roulement net global		
Ressources nettes de fonds permanents (I-II)		
Emplois nets de fonds permanents (II-I)	2 050 612	71 049

Tableau de financement tableau 2 :

Utilisation de la variation du fonds de roulement	31/12/2005	31/12/2004
Variations d'exploitation		
Variations des actifs d'exploitation bruts		

Stocks de matières et approvisionnements		
En-cours et produits finis		
Provisions pour dépréciation des stocks et en-cours		
Avances et acomptes versés sur commandes	- 21 196	
Créances clients et comptes rattachés	- 136 201	- 480 474
Provisions pour dépréciation des clients douteux	78 647	- 10 343
Autres créances d'exploitation	- 85 859	51 632
Variations des dettes d'exploitation		
Avances et acomptes reçues sur commandes	- 1 973	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	147 878	- 47 408
Autres dettes d'exploitation	90 588	59 947
Totaux d'exploitation	71 884	-426 646
Variation nette d'exploitation (A)	71 884	-426 646
Variations hors exploitation		
Variation des autres débiteurs		- 15 815
Variation des autres créditeurs		2 726
Totaux hors exploitation		- 13 089
Variation nette hors exploitation (B)		- 13 089
Variation du besoin en fonds de roulement	71 884	-439 735
Variations de trésorerie		
Variation des disponibilités	1 942 104	513 288
Variation des concours bancaires	36 624	- 2 504
Totaux de trésorerie	1 978 728	510 784
Variation nette de trésorerie (C)	1 978 728	510 784
Variation du fonds de roulement net global		
Emploi net		
Ressource nette	2 050 612	71 049

Tableau des résultats financiers des cinq derniers exercices :
Art : 133 et 148 du décret sur les sociétés commerciales

Nature des Indications / Périodes	31/12/2005	31/12/2004	31/12/2003	31/12/2002	31/12/2001
Durée de l'exercice	12 mois	12 mois	12 mois	12 mois	12 mois
I – Situation financière en fin d'exercice					
Capital social	1 109 063	1 109 063	1 109 063	1 109 063	1 109 063
Nombre d'actions émises	4 436 253	4 436 253	4 436 253	4 436 253	4 436 253
Nombre d'obligations convertibles en actions					
II – Résultat global des opérations effectives					
Chiffre d'affaires hors taxes	3 010 959	3 330 200	3 286 436	4 543 115	5 058 405
Bénéfice avant impôt, amortissements et provisions	-663 720	164 236	-700 697	-330 313	-254 032
Impôt sur les bénéfices	3 217	-6 401	3 811		-324 849
Bénéfice après impôt, participation mais avant amortissements et provisions	-666 937	170 637	-704 509	-330 313	70 817
Bénéfice après impôt, participation, amortissements et provisions	-106 627	2 531 359	-1 041 767	-782 739	-3 684 919
Montants des bénéfices distribués					
Participation des salariés					

III –Résultat des opérations réduit à une seule action					
Bénéfice après impôt, participation mais avant amortissements et provisions	-0,15	0,04	- 0,16	- 0,07	0,02
Bénéfice après impôt, participation, amortissements et provisions	-0,02	0,57	- 0,23	- 0,18	- 0,83
Dividende versé à chaque action					
IV –Personnel					
Nombre de salariés	33	32	41	44	63
Montant de la masse salariale	1 591 939	1 438 030	1 746 351	2 034 030	2 640 958
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux	631 520	595 327	730 049	831 363	1 042 844

Etats de gestion :

Soldes intermédiaires de gestion	31/12/2005	31/12/2004	Variation	%
Ventes de marchandises				
-Coût direct d'achat				
+/-Variation du stock de marchandises				
Marge commerciale (I)				
Taux de marge commerciale	%	%		
+Production vendue	3 010 959	3 330 200	- 319 241	-9.59
+Production stockée				
+Production immobilisée	173 790	170 869	2 921	1.71
Production de l'exercice	3 184 749	3 501 069	- 316 320	-9.03
-Matières premières et approvisionnements consommés				
-Sous-traitance directe	121 572	208 930	- 87 358	-41.81
Marge brute sur production (II)	3 063 177	3 292 139	- 228 962	-6.95
Taux de marge brute sur production	96,18 %	94,03 %		
Marge brute globale (I + II)	3 063 177	3 292 139	- 228 962	-6.95
Taux de marge brute globale	96,18 %	94,03 %		
-Services extérieurs et autres charges externes	1 414 566	1 116 268	298 298	26.72
Valeur ajoutée produite	1 648 612	2 175 871	- 527 259	-24.23
Valeur ajoutée / chiffre d'affaires	51,77 %	62,15 %		
+Subventions d'exploitation		16 040	- 16 040	-100.00
-Impôts, taxes et versements assimilés	99 669	102 558	- 2 889	-2.82
-Salaires et traitements	1 591 939	1 438 030	153 909	10.70
-Charges sociales	631 520	595 327	36 193	6.08
Excédent brut d'exploitation	-674 515	55 996	- 730 511	-1304.58
Excédent brut d'exploitation / chiffre d'affaires	-21,18 %	1,60 %		
+Reprise sur amortissements et provisions	113 695		113 695	
-Dotations aux amortissements sur immobilisations	159 004	176 830	- 17 826	-10.08
-Dotations aux provisions sur immobilisations				
-Dotations aux provisions sur actif circulant	35 048	10 343	24 705	238.86
-Dotations aux provisions pour risques et charges				
+Autres produits de gestion courante	19 597	599	18 998	N/S
-Autres charges de gestion courante	131 925	453	131 472	N/S
+Transfert de charges d'exploitation	23 208	31 137	- 7 929	-25.46
Résultat d'exploitation (hors charges et produits financiers)	-843 993	-99 894	- 744 099	744.89
Résultat d'exploitation / chiffre d'affaires	-26,50 %	-2,85 %		
+Bénéfice attribué (quote part sur opérations en commun)				

-Perte supportée (quote part sur opérations en commun)				
+Produits financiers de participations				
+Produits des autres valeurs mobilières et créances				
+Autres intérêts et produits assimilés				
+Reprises sur provisions financières	642 362	2 551 582	-1 909 220	-74.82
+Différences positives de change				
+Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement	98 885	45 560	53 325	117.04
-Dotations financières aux amortissements et provisions		3 000	- 3 000	-100.00
-Intérêts et charges assimilées	2 107	1 446	661	45.71
-Différences négatives de change				
-Charges nettes sur cessions valeurs mobilières placements				
Résultat courant avant impôt	-104 853	2 492 802	-2 597 655	-104.21
Résultat courant / chiffre d'affaires	-3,29 %	71,20 %		
+Produits exceptionnels sur opérations de gestion		17 343	- 17 343	-100.00
+Produits exceptionnels sur opérations en capital	8 847	49 523	- 40 676	-82.14
+Reprises sur provisions & transferts de charges exceptionnelles	3 750	3 750		0.00
-Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	1 622	34 023	- 32 401	-95.23
-Charges exceptionnelles sur opérations en capital	4 088		4 088	
-Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	5 444	4 437	1 007	22.70
Résultat exceptionnel	1 443	32 156	- 30 713	-95.51
-Participation des salariés aux résultats				
-Impôts sur les bénéfices	3 217	-6 401	9 618	-150.26
Résultat net comptable	-106 627	2 531 359	-2 637 986	-104.21
Résultat net / chiffre d'affaires	-3,35 %	72,30 %		

Tableau de variation de trésorerie(Recommandation 1.22 du 5.10.1988 de l'O.E.C.C.A en milliers d'euros)	31/12/2005	31/12/2004
Opérations d'exploitation		
Résultat net	-107	2 531
Réintégration des charges et déduction des produits sans incidence sur le fonds de roulement ou non liés à l'exploitation		
+Dotations aux amortissements et provisions (1)	164	312
-Reprises sur amortissements et provisions (1)	646	4
-Variations des stocks (net) (1)		- 24
-Quote-part de subvention virée au compte de résultat		
+Valeur comptable des éléments d'actif cédés		5
-Produits de cessions d'éléments d'actif		4
-Transferts de charges au compte de charges à répartir		
-Augmentation des frais d'établissement		
-Redevances crédit-bail : dotation aux amortissements		
Trésorerie potentielle provenant de l'exploitation	-589	-709
-Incidence des variations des décalages de trésorerie sur opérations d'exploitation (1)	0	474
Flux de trésorerie provenant de l'exploitation : A	- 589	- 1.183
Opérations d'investissement :		
+Cessions d'immobilisations incorporelles		
+Cessions d'immobilisations corporelles		2
+Cessions d'immobilisations financières		7

-Acquisitions d'immobilisations incorporelles	231	171
-Acquisitions d'immobilisations corporelles	230	81
-Acquisitions d'immobilisations financières	993	8
+Subventions d'investissements reçues		
+Variation des fournisseurs d'immobilisations		
Flux de trésorerie provenant des opérations d'investissements : B	- 1 454	- 251
Opérations de financement :		
+Augmentation de capital		
-Réduction de capital		
-Distributions de dividendes		
+Nouveaux emprunts		
-Remboursements d'emprunts		
+Avances reçues des tiers	82	23
-Avances remboursées aux tiers		14
-Variation du capital souscrit non appelé		
-Variation du capital souscrit, appelé, non versé		
+Incidence T.U.P Almato	-5	
Flux de trésorerie provenant des opérations de financement : C	77	9
Variation de trésorerie = A + B + C	- 1 966	- 483
Trésorerie à l'ouverture = D	2 760	3 243
Trésorerie à la clôture = A + B + C + D	794	2 760

(1) La recommandation 1.22 préconise l'exclusion des provisions sur stocks, créances clients et VMP du fonds de roulement.

Détail du bilan :

Détail du bilan actif	31/12/2005	31/12/2004	Variation
Immobilisations incorporelles			
Concessions, brevets, droits similaires	60 751	13 665	47 086
Logiciels	119 104	62 273	56 831
Logiciels créés	91 358	91 358	
Amortissements logiciels	-66 364	-62 273	- 4 091
Amortissements logiciels créés	-83 348	-77 693	- 5 655
Fonds commercial			
Mali Technique	748 162		748 162
Autres immobilisations incorporelles	327 696	153 906	173 790
Immobilisations incorporelles en cours	327 696	153 906	173 790
Immobilisations corporelles			
Autres immobilisations corporelles	286 238	207 523	78 715
Installations générales	167 685	130 801	36 884
Matériel de bureau et informatique	566 969	676 534	- 109 565
Mobilier	48 339	48 339	
Amortissements installations générales	-80 212	-62 284	- 17 928
Amortissements matériel bureau et informatique	-368 203	-540 553	172 350
Amortissements Mobilier	-48 339	-45 315	- 3 024
Immobilisations financières			
Autres Participations	2 966 438	3 048 502	- 82 064
Titres Almato		720 565	- 720 565
Titres Doctissimo	2 947 938	2 327 938	620 000
Titres D3P	18 500		18 500

Créances rattachées à des participations			
Compte courant Almato		642 362	- 642 362
Provisions dép. créance rattachée		-642 362	642 362
Autres immobilisations financières	1 067 348	83 226	984 122
Dépôts et cautionnements	81 619	80 293	1 326
Actions propres contrat rachat	937 870	2 933	934 937
Actions propres contrat liquidités	47 859		47 859
Total (I)	5 456 633	3 506 822	1 949 811
Avances et acomptes versés sur commandes	21 196		21 196
Clients et divers			
Créances Clients et comptes rattachés	2 393 191	2 256 990	136 201
Clients	1 888 600	2 078 185	- 189 585
Clients douteux	78 023	177 780	- 99 757
Clients factures à établir	491 805	144 908	346 897
Provisions dép. clients douteux	-65 236	-143 883	78 647
Autres créances			
Fournisseurs débiteurs	33 625	1	33 624
Fournisseurs débiteurs	33 625	1	33 624
Personnel		2 417	- 2 417
Personnel avances et acomptes		2 417	- 2 417
Organismes sociaux	60	60	
Maison des artistes	60	60	
Etat, impôts sur les bénéfices	343 033	342 500	533
Impôt sociétés	7 500	7 500	
Crédit impôt formation	2 150	2 150	
Créance report en arrière déficits	324 849	324 849	
Crédit d'impôt recherche	8 001	8 001	
Crédit d'impôts apprentis	533		533
Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	134 396	82 395	52 001
Tva déd. sur immobilisations	32 267	5 664	26 603
Tva déd. sur biens et services	75 794	41 002	34 792
Tva sur factures non parvenues	23 726	32 872	- 9 146
Tva sur avoirs à établir	2 609	2 858	- 249
Autres	18 474	40 432	- 21 958
Avoirs à recevoir	11 800	1 999	9 801
Etat subventions à recevoir		38 090	- 38 090
Etat produits à recevoir	4 282	343	3 939
Créditeur débiteur divers Doctissimo	2 392		2 392
Trésorerie et divers			
Valeurs mobilières de placement	624 418	2 471 646	-1 847 228
Actions propres ct tenue marché		29 957	- 29 957
Actions propres c.rachat		383 987	- 383 987
Sicav Gilbert Dupont	123 178	115 512	7 666
Sicav C.C.F.	501 240	1 942 190	-1 440 950
Disponibilités	194 376	288 269	- 93 893
BNP	42 832	3 227	39 605
Crédit du nord	1 533	1 770	- 237

Gilbert Dupont c.liquid.		215	- 215
Banque Lazard	749		749
Gilbert Dupont c. rachat		1 014	- 1 014
Crédit lyonnais	7 669	19 188	- 11 519
C.C.F.	141 556	262 818	- 121 262
Caisse	37	37	
Charges constatées d'avance	100 619	76 542	24 077
Total (II)	3 863 388	5 561 253	-1 697 865
Charges à répartir (III)			
Primes de rbt des obligations (IV)			
Écarts de conversion actif (V)			
Total actif (I à V)	9 320 021	9 068 074	251 947

Détail du bilan passif	31/12/2005	31/12/2004	Variation
Capitaux propres :			
Capital (dont versé : 1 109 063)	1 109 063	1 109 063	
Capital social	1 109 063	1 109 063	
Primes d'émission, de fusion, d'apport	8 800 751	8 800 751	
Prime d'émission	6 415 371	6 415 371	
Primes d'apport	2 339 646	2 339 646	
Bons souscription actions	45 735	45 735	
Réserve légale	99 959	99 959	
Réserve légale	99 959	99 959	
Autres réserves	381 123	381 123	
Autres réserves	381 123	381 123	
Report à nouveau	-2 719 092	-5 250 451	2 531 359
Report à nouveau débiteur	-2 719 092	-5 250 451	2 531 359
Résultat de l'exercice	-106 627	2 531 359	-2 637 986
Total (I)	7 565 178	7 671 804	- 106 626
Provisions pour risques et charges :			
Provisions pour charges	7 500	7 500	
Provision pour impôts	7 500	7 500	
Total (II)	7 500	7 500	
Dettes financières :			
Découverts, concours bancaires	24 806		24 806
Gilbert Dupont c.liquid.	14 869		14 869
Gilbert Dupont c.rachat	9 937		9 937
Divers	93 143	23 155	69 988
Avances remboursables	93 143	23 155	69 988
Associés	11 818		11 818
Compte courant Doctissimo	11 818		11 818
Avances et acomptes reçus sur commandes		1 973	- 1 973
Fournisseurs			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	739 185	585 089	154 096
Fournisseurs	592 910	381 420	211 490
Fournisseurs factures non parvenues	146 275	203 669	- 57 394

Dettes fiscales et sociales			
Personnel	184 376	96 272	88 104
Provision congés payés	85 823	78 548	7 275
Personnel autres charges à payer	93 904	9 489	84 415
Frais déplacement à payer	4 648	8 235	- 3 587
Organismes sociaux	208 333	185 486	22 847
Sécurité sociale	51 935	48 608	3 327
Cris – unirs	22 983	21 747	1 236
Cirica	26 394	23 590	2 804
Assedic	7 300	7 145	155
Mutuelle et prévoyance	4 514	2 725	1 789
Charges sociales sur congés à payer	39 148	35 739	3 409
Charges sociales sur charges personnel à payer	12 727	4 317	8 410
Organic	4 682	4 210	472
Taxe apprentissage	8 909	7 964	945
Formation continue	23 277	23 040	237
Effort construction	6 466	6 400	66
Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	438 471	461 583	- 23 112
Tva à décaisser	49 293	78 001	- 28 708
Tva collectée 20.6%		5 323	- 5 323
Tva collectée 9.5%		857	- 857
Tva collectée 19.6%	306 648	353 656	- 47 008
Tva sur avoirs à recevoir	1 934		1 934
Tva sur factures à établir	80 597	23 747	56 850
Autres impôts, taxes et assimilés	8 053	4 089	3 964
Etat autres charges à payer	8 053	4 089	3 964
Dettes diverses			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	9 250		9 250
Versement restant à effectuer s/titres D3P	9 250		9 250
Autres dettes	28 808	31 122	- 2 314
Clients créditeurs	10 623	8 230	2 393
Clients avoirs à établir	15 921	17 902	- 1 981
Crédits divers chèques non encaissé	2 264	2 264	
Créditeur débiteur divers Doctissimo		2 726	- 2 726
Produits constatés d'avance	1 100		1 100
Total (III)	1 747 343	1 388 770	358 573
Écart de conversion passif (IV)			
Total passif (I à IV)	9 320 021	9 068 074	251 947

Détail du compte de résultat	31/12/2005	31/12/2004	Variation	%
Produits d'exploitation :				
Production vendue (services)	3 010 959	3 330 200	- 319 241	-9.59
Web agency	1 755 345	2 138 708	- 383 363	-17.92
Prestations diverses Caradisiac		2 341	- 2 341	-100.00
Conseil	868 348	960 144	- 91 796	-9.56
Formation	46 294	12 750	33 544	263.09
Prestations diverses	45 200	45 200		0.00
Web agency export	375		375	

Refacturationloyer Doctissimo	61 800	60 336	1 464	2.43
Frais refacturation Caradisiac	75 223	63 759	11 464	17.98
Frais refacturation Doctissimo	13 774	46 962	- 33 188	-70.67
Refacturation D3P	144 600		144 600	
Chiffres d'affaires nets	3 010 959	3 330 200	- 319 241	-9.59
Production immobilisée	173 790	170 869	2 921	1.71
Production immobilisée incorporelle	173 790	170 869	2 921	1.71
Subventions d'exploitation reçue		16 040	- 16 040	-100.00
Subvention d'exploitation		16 040	- 16 040	-100.00
Reprises sur amortissement et provisions, transferts de charges	136 902	31 137	105 765	339.68
Reprises provisions dép. créances clients	113 695		113 695	
Transfert charges d'exploitation	23 208	31 137	- 7 929	-25.46
Autres produits	19 597	599	18 998	N/S
Produits divers gestion courante	19 597	599	18 998	N/S
Total des produits d'exploitation	3 341 248	3 548 845	- 207 597	-5.85
Charges d'exploitation :				
Autres achats et charges externes	1 536 138	1 325 198	210 940	15.92
Sous-traitance rfl	89 034	120 881	- 31 847	-26.35
Sous-traitance Web agency	29 400	73 097	- 43 697	-59.78
Sous-traitance pmsi	3 137	14 952	- 11 815	-79.02
Edf gdf	19 162	19 282	- 120	-0.62
Fournitures entretien petit équipement	23 909	6 618	17 291	261.27
Fournitures administratives	11 427	9 784	1 643	16.79
Refacturation Caradisiac	64 426	63 759	667	1.05
Refacturation Doctissimo	13 774	46 962	- 33 188	-70.67
Refacturation D3P	144 200		144 200	
Refacturations générales	3 840	2 029	1 811	89.26
Locations immobilières	192 079	183 111	8 968	4.90
Locations mobilières	44 001	48 412	- 4 411	-9.11
Locations newcourt		-15 978	15 978	-100.00
Charges locatives	36 046	89 156	- 53 110	-59.57
Entretien général	1 366	2 071	- 705	-34.04
Entretien sur biens mobiliers	27 035	23 092	3 943	17.08
Maintenance	19 422	9 036	10 386	114.94
Assurances	22 186	20 974	1 212	5.78
Documentation technique	751	1 222	- 471	-38.54
Frais de colloques séminaires conférences		1 239	- 1 239	-100.00
Commissions	17 000		17 000	
Marketing et communication	2 805	68	2 737	N/S
Communication financière	36 822	46 642	- 9 820	-21.05
Honoraires juridique comptabilité	167 143	121 159	45 984	37.95
Honoraires bourse	29 787	31 500	- 1 713	-5.44
Frais d'actes, annonces juridiques	30 478	22 535	7 943	35.25
Droits sur photos		4 400	- 4 400	-100.00
Cadeaux à la clientèle		3 870	- 3 870	-100.00
Catalogues et imprimés	23		23	
Transports sur achats	27		27	
Courses services	1 406	2 612	- 1 206	-46.17

Voyages et déplacements	185 188	166 628	18 560	11.14
Réceptions	2 376	1 836	540	29.41
Afnic	4 139	6 431	- 2 292	-35.64
Débitel	12 260	10 110	2 150	21.27
Téléphone	26 792	35 007	- 8 215	-23.47
Communications diverses	16 666		16 666	
Gandi	1 386	938	448	47.76
Neuf télécom	261		261	
Frais postaux	4 183	8 360	- 4 177	-49.96
Mci	164 514	129 858	34 656	26.69
Hébergement Télecify	75 375		75 375	
Services bancaires	7 960	9 218	- 1 258	-13.65
Cotisations Web agency	3 750	1 000	2 750	275.00
Frais de recrutement	600	3 325	- 2 725	-81.95
Impôts, taxes et versements assimilés	99 669	102 558	- 2 889	-2.82
Taxe d'apprentissage	8 908	7 221	1 687	23.36
Formation professionnelle	29 259	31 965	- 2 706	-8.47
Effort construction	6 466	6 400	66	1.03
Organic	4 682	4 206	476	11.32
Autres impôts		194	- 194	-100.00
Taxe professionnelle	21 011	28 719	- 7 708	-26.84
Taxes foncières	6 769	6 530	239	3.66
Autres impôts locaux	7 752	7 752		0.00
Taxe sur véhicules sociétés	12 414	7 288	5 126	70.33
Taxe handicapés	2 409	2 283	126	5.52
Salaires et traitements	1 591 939	1 438 030	153 909	10.70
Rémunérations du personnel	1 529 515	1 401 598	127 917	9.13
Indemnités de stage	9 375	7 999	1 376	17.20
Variation congés payés	-78 548	-7 855	- 70 693	899.97
Indemnités et avantages	45 020	36 289	8 731	24.06
Indemnités licenciement	86 577		86 577	
Charges sociales	631 520	595 327	36 193	6.08
Urssaf	426 563	406 069	20 494	5.05
Cris-unirs	63 977	54 761	9 216	16.83
Cirica	67 946	70 162	- 2 216	-3.16
Prévoyance	13 140	5 929	7 211	121.62
Assedic	57 374	56 584	790	1.40
Médecine du travail	2 519	1 822	697	38.25
Dotations aux amortissements sur immobilisations	159 004	176 830	- 17 826	-10.08
Dotations amortissements immobilisations incorporelles	9 745	11 575	- 1 830	-15.81
Dotations amortissements immobilisations corporelles	149 259	165 255	- 15 996	-9.68
Dotations aux provisions sur actif circulant	35 048	10 343	24 705	238.86
Dotations provisions dép. créances client	35 048	10 343	24 705	238.86
Autres charges	131 925	453	131 472	N/S
Perte sur créances irrécouvrables	113 341		113 341	
Charges diverses de gestion courante	18 584	453	18 131	N/S
Total des charges d'exploitation	4 185 241	3 648 739	536 502	14.70
Résultat d'exploitation	-843 993	-99 894	- 744 099	744.89

Produits financiers :				
Reprises sur provisions et transferts de charge	642 362	2 551 582	-1 909 220	-74.82
Reprises provisions dép. titres participation		2 523 502	-2 523 502	-100.00
Reprises provisions dép. compte courant	642 362		642 362	
Reprises provisions dép. actions propres		28 080	- 28 080	-100.00
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières	98 885	45 560	53 325	117.04
Produit sur cessions vmp	98 885	45 560	53 325	117.04
Total des produits financiers	741 247	2 597 142	-1 855 895	-71.46
Charges financières :				
Dotations financières aux amortissement et provisions		3 000	- 3 000	-100.00
Dotations provisions dépréciation créance rattachée		3 000	- 3 000	-100.00
Intérêts et charges assimilées	2 107	1 446	661	45.71
Intérêts bancaires	2 107	1 446	661	45.71
Total des charges financières	2 107	4 446	- 2 339	-52.61
Résultat financier	739 140	2 592 697	-1 853 557	-71.49
Résultat courant avant impôts	-104 853	2 492 802	-2 597 655	-104.21
Produits exceptionnels :				
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		17 343	- 17 343	-100.00
Autres produits exceptionnels		17 343	- 17 343	-100.00
Produits exceptionnels sur opérations en capital	8 847	49 523	- 40 676	-82.14
Boni rachat actions propres	8 847	49 523	- 40 676	-82.14
Reprises sur provisions et transferts de charges	3 750	3 750		0.00
Reprises provisions impôt	3 750	3 750		0.00
Total des produits exceptionnels	12 597	70 616	- 58 019	-82.16
Charges exceptionnelles :				
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	1 622	34 023	- 32 401	-95.23
Pénalités et amendes	378	150	228	152.00
Rappel d'impôts	1 244		1 244	
Autres charges exceptionnelles		33 873	- 33 873	-100.00
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	4 088		4 088	
Charges exceptionnelles diverses	4 088		4 088	
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	5 444	4 437	1 007	22.70
Dotations amortissements exceptionnels	1 694	687	1 007	146.58
Dotations provisions risques et charges exceptionnels	3 750	3 750		0.00
Total des charges exceptionnelles	11 154	38 460	- 27 306	-71.00
Résultat exceptionnel	1 443	32 156	- 30 713	-95.51
Impôts sur les bénéfices	3 217	-6 401	9 618	-150.26
Imposition forfaitaire annuelle	3 750	3 750		0.00
Crédit impôt recherche		-8 001	8 001	-100.00
Crédit impôt formation		-2 150	2 150	-100.00
Crédit impôt apprentis	-533		- 533	
Total des produits	4 095 092	6 216 603	-2 121 511	-34.13
Total des charges	4 201 719	3 685 244	516 475	14.01
Résultat net	-106 627	2 531 359	-2 637 986	-104.21

Autres renseignements.— Détermination du résultat fiscal au 31 décembre 2005.

Bénéfice comptable	- 106 626
--------------------	-----------

Réintégrations	
- Loyers non déductibles	13 804
- Taxe sur les voitures particulières	12 414
- Provisions et charges à payer non déductibles:	14 179
- Provision perte IFA	3 750
- Organic 2005	4 682
- Effort construction 2005	5 747
- Pénalités et amendes	1 622
- Impôts sur les sociétés et IFA	3 217
- IFA 2003 perdue	3 750
- Crédit impôt apprentissage	- 533
- Autres réintégrations :	
- Ecart de valeur liquidative sur OPCVM 2005	13 362
- BSA Caduques	45 734
	+ 104 332
Déductions	
- Provisions et charges à payer non déductibles, antérieurement taxées, et réintégrées dans les résultats comptables de l'exercice :	13 646
- Provision perte IFA	3 750
- Organic 2004	4 206
- Effort construction 2004	5 690
- Plus-value nette à long terme imputées sur les moins values-nettes à long terme antérieures :	
- Autres déductions :	
- Ecart de valeur liquidative sur OPCVM 2004	81 137
	- 94 783
Résultat fiscal	- 97 078
Déficits fiscaux à reporter	
31.12.2001 :	785 600
31.12.2002 :	633 339
31.12.2003 :	985 275
	2 404 214

Comptes consolidés au 31/12/2005

Bilan consolidé au 31 12 2005

(en milliers d'euros)

Etabli en normes IFRS

Actif	Note	Comptes au 31/12/2005 Normes IFRS	Comptes au 31/12/2004 Normes IFRS
Actifs non courants			
Goodwill	1	94	63
Immobilisations incorporelles	1	817	977
Immobilisations corporelles	1	542	214
Autres actifs financiers	1	403	387
Impôts différés actif	10	216	349
		2 072	1 991
Actifs courants			
Stocks et en-cours		-	-

Clients et autres débiteurs	2	3 116	2 384
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3	1 347	2 628
		4 463	5 012
Total actif		6 535	7 003

Etabli en normes IFRS

Passif	Note	Comptes au 31/12/2005 Normes IFRS	Comptes au 31/12/2004 Normes IFRS
Capitaux propres :			
Capital		1 109	1 109
Primes d'émission et fusion		8 801	8 801
Résultats accumulés non distribués		- 6 136	- 4 540
sous-total		3 774	5 369
Intérêts minoritaires			
Capitaux propres totaux		3 774	5 369
Passifs non courants :			
Provisions part à plus d'un an		-	-
Engagements envers le personnel part à plus d'un an		59	31
Emprunts et dettes financières part à plus d'un an	4	93	23
Passifs d'impôts différés		-	-
sous-total		152	54
Passifs courants :			
Provisions part à moins d'un an		-	-
Engagements envers le personnel et avantages assimilés		-	-
Dettes d'impôts		-	-
Fournisseurs et autres créditeurs	2	2 444	1 580
Emprunts et dettes financières échus à moins d'un an	5	165	-
sous-total		2 609	1 580
Total passif et des capitaux propres		6 535	7 003

Etabli en norme IFRS

Compte de résultat (en milliers d'euros)	Note	Exercice 2005 Normes IFRS	Exercice 2004 Normes IFRS
Chiffre d'affaires	13	4 755	3 991
Autres produits de l'activité		0	0
Achats consommés		693	437
Charges de personnel		2 887	2 262
Charges externes		1 397	1 046
Impôts et taxes		118	106
Dotations aux amortissements		613	349
Dotations aux provisions		35	10
Autres produits et charges d'exploitation		- 77	- 25
Résultat opérationnel courant		- 1 066	- 244
Autres produits et charges opérationnels		0	380
Résultat opérationnel		- 1 066	136
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		31	43
Coût de l'endettement financier brut		2	1
Coût de l'endettement financier net	9	- 29	- 42

Autres produits et charges financiers	9	14	13
Charge d'impôt	10	138	- 504
Résultat de l'ensemble consolidé		- 1 165	695
Intérêts minoritaires		0	0
Résultat net part du groupe		- 1 165	695
Résultat net par action (en euro)		-0.26	0.16
Résultat net dilué par action (en euro)		-0.26	0.15

Variation des capitaux propres	Nombre de titres	Capital	Primes	Réserves et résultats consolidés	Actions propres	Totaux capitaux propres
31/12/2003	4 436 253	1 109	8 801	-4 956	0	4 954
Incidences du passage IFRS				49	-139	-90
01/01/2004	4 436 253	1 109	8 801	-4 906	-139	4 864
Résultat sur autocontrôle				50		1
Actions propres					-278	
Stocks options				33		
Autres				4		
Résultat consolidé de l'exercice				695		504
31/12/2004	4 436 253	1 109	8 801	-4 124	-417	5 369
Acquisition /cessions d'actions propres				9	-569	-560
Stock options				131		131
Résultat consolidé de l'exercice				-1 165		-1 165
31/12/2005	4.436.253	1 109	8 801	-5 149	-986	3 774

Tableau de flux de trésorerie		Exercice 2005	Exercice 2004
Flux de trésorerie liés à l'activité			
Résultat net consolidé		- 1 165	695
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :			
Dotations amortissements et provisions (à l'exclusion de celles liées à l'actif circulant)	+	613	- 31
Gains et pertes latents liés aux variations de juste valeur	+	0	0
Charges et produits liés aux stocks options et assimilés	+	131	33
Autres produits et charges calculés	-	- 5	14
Plus et moins values de cession	+	0	0
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier et net d'impôt		- 416	683
Coût de l'endettement financier net	+	- 29	- 42
Charge d'impôt (y compris impôts différés)	+	138	- 504
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier et net d'impôt (A)		- 307	137
Impôts versés (B)	-	9	4
Variation du B.F.R. lié à l'activité (y compris dette liée aux avantages du personnel) (C)	+	160	- 335
Flux net de trésorerie généré par l'activité (D) = (A) + (B) + (C)			- 202
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissements :			
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-	811	322

Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	+	0		0	
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations financières	-	1		2	
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations financières	+	0		9	
Acquisitions / cessions nettes de trésorerie acquise	-	0		134	
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissements (E)			- 812		- 449
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement :					
Sommes reçues des actionnaires lors d'augmentation de capital	+	0		0	
Sommes reçues lors de l'exercice des stocks options	+	0		0	
Rachat et reventes d'actions propres	-	569		277	
Encaissements liés aux nouveaux emprunts	+	0		23	
Remboursements d'emprunts	-	0		0	
Intérêts financiers nets versés	-	- 29		- 42	
Autres flux liés aux opérations de financement	+	201		50	
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (F)			- 339		- 163
Variation de trésorerie (D) + (E) + (F)			- 1 306		- 814
Trésorerie d'ouverture		2 628		3 442	
Trésorerie de clôture		1 322		2 628	
			- 1 306		- 814

Annexe au tableau de flux de trésorerie	ouverture	Variation	clôture
Trésorerie brute (a)	2.628	-1 306	1.322
Solde débiteurs et concours bancaires courants (b)	0	0	1
Trésorerie nette (a) – (b)	2.628	-1 306	1.322
Endettement financier brut (d)	0	0	0
Endettement financier net (d) – (c)	2.628	-1.306	1.322

Annexes

Annexe aux comptes consolidés clos le 31 décembre 2005 dont le total bilan est de 6.534 941 € et au compte de résultat, présenté sous forme de liste, et dégageant un résultat consolidé de – 1 165 405 € net part du groupe.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes intermédiaires consolidés.
Les données financières sont exprimées en milliers d'euros, sauf indication contraire.

Faits marquants de l'exercice.— En partenariat avec la société RSS (Réseau Santé Social), la société a créé en octobre 2005 la SAS D3P dont elle détient 50%. Cette société fait partie des consortiums retenus par le groupement d'intérêt public DMP dans le cadre de l'appel d'offre concernant le marché d'assistance à la conception et à la réalisation de grilles d'évaluation des expérimentations du dossier médical personnel.

Règles et méthodes comptables.— Les états financiers ont été arrêtés par le conseil d'administration le 14 avril 2006.

1. Principes et méthodes de consolidation :

a) **Référentiel comptable.**— Les états financiers consolidés du groupe Medcost ont été établis conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne au 31 décembre 2005.

L'impact de la transition aux IFRS sur la situation financière, la performance financière et les flux de trésorerie du groupe est analysée dans la note relative à la transition aux IFRS.

Ils sont préparés sur la base du coût historique à l'exception de certains actifs et passifs évalués à leur juste valeur.

Les méthodes comptables exposées ci-après ont été appliquées d'une façon permanente à l'ensemble des périodes présentées dans les états financiers consolidés, ainsi que pour la préparation du bilan d'ouverture en IFRS au 1er janvier 2004 pour les besoins de la transition aux IFRS. Les méthodes comptables ont été appliquées de manière uniforme par les entités du groupe.

b) Modalités de consolidation :

- Principes de consolidation

Les filiales sont consolidées si elles sont contrôlées par le groupe, celui-ci dirigeant leurs politiques financières et opérationnelles.

Les sociétés dont le groupe détient directement ou indirectement la majorité des droits de vote sont consolidées par intégration globale. Les sociétés sur lesquelles le groupe exerce un contrôle conjoint, résultant généralement d'un accord contractuel, sont consolidées selon la méthode de l'intégration proportionnelle. Les sociétés détenues à moins de 50% mais sur lesquelles le groupe exerce une influence notable sont consolidées par mise en équivalence.

Les états financiers sont consolidés à compter de la prise de contrôle jusqu'à la perte de celui-ci.

- Méthodes de consolidation

La méthode de l'intégration globale est appliquée à la filiale Doctissimo.

La méthode de l'intégration proportionnelle est appliquée à la filiale D3P.

- Date de clôture des comptes

La date de clôture des comptes consolidés est le 31 décembre 2005.

- Opérations internes

Toutes les opérations réciproques réalisées entre les sociétés intégrées du groupe sont éliminées.

c) Utilisation d'estimations.— La préparation de comptes consolidés conformes aux principes IFRS nécessite la prise en compte par la direction d'hypothèses et d'estimations qui affectent les montants d'actifs et de passifs figurant au bilan, les actifs et les passifs éventuels mentionnés dans l'annexe, ainsi que les charges et les produits du compte de résultat. Il est possible que les montants effectifs se révélant ultérieurement soient différents des estimations et des hypothèses retenues.

Les estimations et les hypothèses sous-jacents sont réexaminées de façon continue. L'impact des changements d'estimation comptables est comptabilisé au cours de la période du changement s'il n'affecte que cette période ou au cours de la période de changement et des périodes ultérieures si celles-ci sont également affectées par le changement.

d) Juste valeur des instruments financiers actifs et passifs.— La valeur comptable de la trésorerie, des dépôts à court terme, des créances clients, des dettes fournisseurs, des charges à payer et des emprunts courants est proche de leur juste valeur en raison de l'échéance courte de ces instruments.

En ce qui concerne les placements à court terme, qui se composent de valeurs mobilières de placement, la juste valeur est déterminée en fonction du prix du marché de ces titres.

2. Principes et méthodes comptables.— Les comptes consolidés ont été établis en application du coût historique, à l'exception de certains actifs financiers, évalués à la juste valeur et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes consolidés.

a) Regroupement d'entreprises :

- Goodwill

Les différences positives entre le coût d'acquisition et la quote-part dans la juste valeur des actifs et passifs identifiables à la date de prise de contrôle sont inscrits à l'actif en Goodwill. Les éventuelles différences négatives sont enregistrées directement en résultat de la période.

Les écarts d'acquisition ne sont pas amortis. Conformément à la norme IAS 36, ils font l'objet d'un test de dépréciation au moins une fois par an. Les modalités du test visent à s'assurer que la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle est affecté ou rattaché le Goodwill est au moins égale à sa valeur nette comptable. Si une perte de valeur est constatée, une dépréciation est comptabilisée dans le résultat opérationnel, sur une ligne spécifique. Cette dépréciation est irréversible.

Les Goodwills concernent :

- L'écart d'acquisition de la société Momes.net acquise en 2004 qui a fait l'objet d'une transmission universelle de son patrimoine en 2005 à la société Doctissimo. Cet écart d'un montant de 63 K€ valorise le potentiel du site lié à sa fréquentation et sa popularité,
- le fonds de commerce Ados.fr acquis en 2005 pour une valeur de 30 K€.

- Intérêts minoritaires

Les intérêts minoritaires sont comptabilisés sur base de la juste valeur des actifs nets acquis.

b) Immobilisations incorporelles.— Les immobilisations incorporelles sont enregistrées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production. Ce dernier intègre les charges directement imputables à la production des immobilisations à l'exclusion de toutes charges indirectes.

Les immobilisations acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprise sont évaluées à leur juste valeur à la date d'acquisition.

Les fonctionnalités nouvelles des sites sont amorties à compter de la date de début de leur utilisation.

Les immobilisations incorporelles dont la période d'utilisation est définie sont amorties sur leur durée d'utilisation prévue.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilisation prévue.

- logiciels 1 à 3 ans

- sites internet et fonctionnalités 2 à 5 ans

Le poste comprend aussi des immobilisations à durée non définie comme les noms de domaine acquis par les sociétés du groupe. Ces dernières ne sont pas amorties.

Les immobilisations incorporelles à durée de vie non définie sont soumises à chaque clôture à un test de dépréciation.

Les immobilisations incorporelles à durée de vie définie font l'objet d'un test de dépréciation en cas d'apparition d'un indice de perte de valeur.

c) Immobilisations corporelles.— Les immobilisations figurent au bilan pour leur coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeurs. Elles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée d'utilisation prévue.

- Installations générales, agencements divers 3 à 10 ans

- Matériel de bureau et informatique 2 à 5 ans

- Mobilier 5 et 10 ans

Les immobilisations corporelles font l'objet d'un test de dépréciation en cas d'apparition d'un indice de perte de valeur.

d) Contrats de location.— Les immobilisations financées au moyen de contrats de location - financement, transférant la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif loué, sont comptabilisées à l'actif du bilan à la juste valeur du bien loué ou pour la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location si celle-ci est inférieure. La dette correspondante est inscrite en passifs financiers.

Les paiements effectués au titre de la location sont ventilés entre la charge financière et l'amortissement de la dette de manière à obtenir un taux périodique constant sur le solde de l'emprunt figurant au passif.

Les immobilisations des sociétés du groupe Medcost ne sont pas financées au moyen de contrats de location financement définis par la norme IAS 17.

e) Créances clients et autres débiteurs.— Les créances sont valorisées à leur valeur nominale diminuée le cas échéant d'une dépréciation.

f) Placements à court terme.— La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont constitués de comptes bancaires et de valeurs mobilières de placement qui sont cessibles à très court terme et dont les sous-jacents ne présentent pas de risques de fluctuations significatifs.

Les valeurs mobilières de placement sont considérées par le groupe comme des placements à court terme et sont classées comme placements détenus à des fins de transaction. Ils sont donc reconnus au bilan à leur juste valeur à la date d'établissement des comptes. Les variations de juste valeur sont enregistrées en résultat.

Le groupe a choisi d'appliquer au 1er janvier 2004 les normes IAS 32 et 39 relatives aux instruments financiers.

g) Titres d'autocontrôle.— Conformément aux dispositions de la norme IAS 32, les actions propres sont comptabilisées en déduction des capitaux propres, quelle que soit la raison de leur rachat. Les produits de cession sont imputés directement en capitaux propres, de même que les dépréciations éventuelles.

h) Paiements en actions.— Les avantages correspondant à l'attribution des options sont évalués à leur juste valeur qui est inscrite en charges en contrepartie d'une augmentation des capitaux propres, sur une durée qui se termine à la date à laquelle les bénéficiaires salariés deviennent créanciers de la gratification. La société Medcost a utilisé les dispositions transitoires de la norme IFRS 2 relative aux paiements fondés sur des actions, en limitant son application aux seuls plans mis en place postérieurement au 7 novembre 2002.

i) Charges liées au personnel :

- Plan de retraite à cotisations définies

Les charges relatives aux plans de retraite à cotisations définies sont comptabilisées en charges au compte de résultat au moment où elles sont encourues.

- Indemnité de fin de carrière au départ en retraite : régime à prestations définies

La méthode utilisée est la méthode des unités de crédits projetées. Celle-ci considère que chaque période de service donne lieu à une unité supplémentaire de droits à prestations et évalue séparément chacune de ces unités pour obtenir l'obligation finale.

Le groupe Medcost affecte les droits à prestation aux périodes de services en vertu de la formule de calcul des prestations établie par le régime.

Les droits ainsi calculés sont actualisés afin de déterminer leur valeur actuelle.

La société Medcost comptabilise en charges l'ensemble des écarts actuariels liés aux avantages du personnel.

j) Reconnaissance du chiffre d'affaires.— Les produits sont rattachés à l'exercice auquel ils se rapportent.

Les produits d'exploitation sont constitués par les prestations de service que les sociétés du groupe Medcost fournissent à leurs clients. Ces prestations sont facturées selon l'un des modèles suivants en fonction de la nature des produits vendus :

- Prestations de Web agency :

— Les prestations de réalisation de site : les développements de sites ou de fonctionnalités de sites sont découpés en différentes phases correspondant au cahier des charges établi en début de contrat.

Le chiffre d'affaires est reconnu en fonction de l'avancement des travaux.

— Les prestations d'hébergement ou de maintenance : Ces activités sont facturées au forfait. Le chiffre d'affaires est comptabilisé au fur et à mesure de la réalisation de la prestation sur la période facturée.

- Prestations de conseil :

— La réalisation d'études médicales spécifiques : le chiffre d'affaires est comptabilisé en fonction de l'avancement des travaux.

— Les prestations de codage PMSI : la prestation est facturée en fonction du nombre de lignes d'informations codées. Le chiffre d'affaires est comptabilisé dès lors que les travaux sont réalisés.

- Prestations de Publicité : Les campagnes publicitaires sont réalisées sur une période donnée et prédéfinie. Le chiffre d'affaires est reconnu au fur et à mesure de la réalisation de la prestation sur la période facturée.

k) Reconnaissance des charges.— Les loyers des contrats de location simple sont comptabilisés comme des charges dans le compte de résultat, le montant étant, le cas échéant, étalés linéairement sur la durée du bail ou du contrat de location.

l) Impôts sur les bénéfices.— L'impôt sur les bénéfices dû au titre du résultat de l'exercice est constitué de l'impôt courant et de l'impôt différé. L'impôt est normalement comptabilisé dans le compte de résultat sauf pour la fraction attachée aux éléments qui sont comptabilisés en capitaux propres. L'impôt est dans ce cas également comptabilisé en capitaux propres.

L'impôt courant est l'impôt à payer sur le résultat fiscal de l'exercice et calculé au taux en vigueur ou le plus probable à la date de la clôture des comptes, auquel il convient d'ajouter les reports ou modifications d'impôt à payer relatifs aux exercices antérieurs.

m) Résultat par action.— Le résultat par action est calculé conformément aux dispositions de la norme IAS 33. Il est égal au rapport entre le résultat net consolidé et le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice. Le nombre d'actions d'autocontrôle portées en diminution des capitaux propres n'est pas pris en compte pour le calcul du résultat par action.

Au 31 décembre 2005, le résultat net étant déficitaire, le résultat net dilué est identique au résultat de base.

n) L'information sectorielle.— Les activités du groupe retenues pour la présentation de l'information sectorielle sont les activités de Web agency, de conseil et de Publicité (Edition Grand Public).

Le groupe réalise ses activités exclusivement sur le territoire français. Les activités étant de nature immatérielle, il n'est pas possible de présenter une information géographique.

o) Evénements postérieurs à la clôture de l'exercice.— Aucun événement postérieur à la clôture et susceptible de modifier les comptes consolidés n'est apparu.

3. Informations relatives au périmètre de consolidation :

Société consolidante :
Medcost
33 rue Raffet
75016 Paris
N° siren : 399 444 629

Sociétés consolidées :
Doctissimo
33 rue Raffet
75016 Paris
% de détention directe et de contrôle : 100 %
Mode de consolidation : Intégration globale
N° siren : 428 890 636

D3P
212 Av. Paul Doumer
92500 Reuil Malmaison
% de détention directe et de contrôle : 50 %
Mode de consolidation : Intégration proportionnelle
N° siren : 484 455 001

La société Momes.net a fait l'objet d'une transmission universelle de son patrimoine au profit de la société Doctissimo en date du 28.2.2005.
La société Almato a fait l'objet d'une transmission universelle de patrimoine au profit de la société Medcost en date du 25.11.2005.

Notes sur les comptes consolidés

Note 1. — Actifs non courants :

(en milliers d'euro)	31.12.2004	Variation de Périmètre	Augmentations	Diminutions	31.12.2005
Valeur brute					
Goodwill I	63	-	30	-	93
Immobilisations incorporelles II	2 243	-	297	-	2 541
Immobilisations corporelles III	886	-	484	(1) - 321	1 049
Dépôts de garantie	80	-	1	-	81
Crédit impôt	8	-	-	-	8
Créance carry-back	299	-	15	-	314
Autres actifs financiers IV	387	-	16	-	403
Sous total I+II+III+IV	3 580	-	827	- 321	4 086
Amortissements					
Immobilisations incorporelles	1 266	-	457	-	1 723
Immobilisations corporelles	672	-	156	(1) - 321	508
Sous total	1 938	-	613	- 321	2 231
Valeurs nettes					
Goodwill	63	-	30	-	93
Immobilisations incorporelles	977	-	- 160	-	818
Immobilisations corporelles	214	-	328	-	542
Autres actifs financiers	387	-	16	-	403
Total	1 642	-	214	-	1 856

(1) Mise au rebut d'immobilisations corporelles entièrement amorties au 31.12.05.

Aucune perte de valeur des actifs n'a été identifiée au cours de la période.

Les Goodwills sont affectés aux sites Internet Ados.fr (30 k€) acquis en 2005 et Momes.net (63 k€) acquis en 2004.

Les immobilisations incorporelles comprennent principalement les sites Internet utilisés par l'activité d'édition grand public. Leur valeur nette au 31.12.2005 s'élève à 541 k€ dont 328 k€ concernent le site Doctissimo amorti sur 5 ans.

Par ailleurs le groupe Medcost dispose d'immobilisations incorporelles (logiciels) acquises ou développées en interne pour les besoins de l'activité de Web agency. Celles-ci figurent à l'actif du bilan consolidé pour un montant net 277 k€. Ces immobilisations comprennent des logiciels en cours de développement d'un montant de 218 k€ pour les projets suivants :

Dossier Médical Partagé :

Il s'agit d'une déclinaison grand public des développements réalisés par la société Medcost dans le cadre de son offre Réseaux de soins pour le développement d'une offre DMP accessible et gérée par le patient. La société D3P dont Medcost détient 50% fait partie des consortiums retenus par le groupement d'intérêt public DMP dans le cadre de l'appel d'offre concernant le marché d'assistance à la conception et à la réalisation de grilles d'évaluation des expérimentations du dossier médical personnel.

Le montant immobilisé au titre de l'exercice s'élève à 116 k€.

Docticlé :

La Docticlé est un projet de stockage offline sur une clé USB sécurisée des données issues du DMP décrit ci-dessus.

Docticlé est donc une clé USB sécurisée de petite taille qui embarque un logiciel d'échange et de certification de données. Docticlé s'interface d'une part avec un ordinateur de type Mac ou PC éventuellement équipé d'un lecteur de carte CPS, et d'autre part avec un site web spécifique (Doctiweb) avec lesquels elle peut échanger des données.

Le projet Docticlé n'est pas terminé au 31.12.2005 et n'a fait l'objet d'aucune production immobilisée en 2005.

Les éléments non amortissables comme les noms de domaine apparaissent à l'actif consolidé pour un montant de 44 k€.

Note 2. — Actifs et passifs courants :

Actifs courants	31.12.2005	31.12.2004
Avances acomptes versés	21	
Clients	2 487	2 165
Dépréciation clients douteux	- 68	- 158
Personnel et comptes rattachés	0	2
Etat et organismes sociaux	412	221
Subvention à recevoir	0	38
Débiteurs divers	53	14
Charges constatées d'avance	211	101
Total	3 116	2 384

Passifs courants	31.12.2005	31.12.2004
Acomptes clients	0	2
Fournisseurs et comptes rattachés	1 070	592
Personnel et comptes rattachés	222	114
Etat et organismes sociaux	1 002	798
Autres dettes	32	28
Produits constatés d'avance	119	46
Total	2 444	1 580

Note 3. — Trésorerie et équivalent de trésorerie :

Eléments	31.12.05	31.12.04
Valeurs mobilières de placement	718	2 220
Disponibilités	629	408
Total	1 347	2 628

Note 4. — Emprunts et dettes financières part à plus d'un an .

Dans le cadre de la réalisation d'un prototype de site web pour la prévention et la prise en charge des pathologies liées au vieillissement, la société Medcost a bénéficié d'une avance de 93 k€ accordée par l'Etat et dont les modalités de remboursements sont les suivantes :

- 1/3 le 9 mai 2007 ;
- 2/3 le 9 mai 2010.

Note 5. — Emprunts et dettes financières échus à moins d'un an :

Eléments	31.12.05	31.12.04
Découvert bancaire	25	0
Compte courant RSS (associé D3P)	140	0
Total	165	0

Note 6. — Titres d'autocontrôle .

La valeur d'acquisition des titres d'autocontrôle s'élève à 985 729 €.
Les opérations relatives aux titres d'autocontrôle ont été les suivantes :

- contrat de liquidité :

Opérations	Nombre de titres	Montants (en euros)
Titres détenus au 31 décembre 2004	8.916	
Achats de titres	30.388	
Ventes de titres	29.655	
Titres détenus au 31 décembre 2005	9.649	
Valeur d'acquisition des titres détenus au 31 décembre 2005		47 859
Valeur des titres détenus au 31 décembre 2005 (a)		48 341
Gains sur cessions (b)		8 847
<i>(a) Cours moyen de bourse du mois de décembre 2005 soit 5,01 €</i>		
<i>(b) Les gains de cession d'un montant de 8 847 € sont éliminés</i>		

- contrat de rachat :

Opérations	Nombre de titres	Montants (en euros)
Titres détenus au 31 décembre 2004	173.208	
Achats de titres	119.885	
Ventes de titres	0	
Titres détenus au 31 décembre 2005	293.093	
Valeur d'acquisition des titres détenus au 31 décembre 2005		937 870
Valeur des titres détenus au 31 décembre 2005 (a)		1 468 396
Gains sur cessions		0
<i>(a) Cours moyen de bourse du mois de décembre 2005 soit 5,01 €</i>		

Note 7. — Paiements en actions .

L'assemblée générale extraordinaire du 5 avril 2000 a autorisé, pour une durée de cinq ans, le conseil d'administration à consentir aux salariés de la société des options donnant droit à souscription d'actions nouvelles dans la limite de 160.000 actions.

Le prix d'achat par action est fixé par le conseil d'administration au jour où l'option est consentie, sans pouvoir être inférieur à 80 % de la moyenne du cours coté à la clôture durant les vingt jours de cotation précédant le jour de la décision du conseil d'administration d'attribuer les options, ni être inférieur à 80 % du cours moyen d'achat des actions détenues par la société au titre de l'article 217-2 de la loi du 24 juillet 1966 (codifié à l'article L 225-209 du code de commerce).

Le conseil d'administration du 9 juin 2000 a consenti 60.000 options donnant droit à la souscription de 60.000 actions nouvelles au prix de 7,90 € par action, soit 0,25 € de valeur nominale et 7,65 € de prime d'émission. Les 60.000 options ont été souscrites en totalité.

Le conseil d'administration du 5 février 2001 a consenti 100.000 options donnant droit à la souscription de 100.000 actions nouvelles au prix de 6 euros, soit 0,25 € de valeur nominale et 5,75 € de prime d'émission. 86.550 options ont été souscrites ; les 13.450 options non souscrites pouvaient l'être jusqu'au 4 avril 2005.

L'assemblée générale mixte du 28 juin 2001 a autorisé, pour une durée de trente huit mois, le conseil d'administration à consentir aux salariés de la société 100.000 options donnant droit à la souscription de 100.000 actions nouvelles.

Le conseil d'administration du 3 septembre 2002 a attribué ces 100.000 options à deux salariés, qui ont souscrit pour la totalité. Le prix de souscription aux actions nouvelles a été fixé à 0,69 € par action, soit 0,25 € de valeur nominale et 0,44 € de prime d'émission.

L'assemblée générale mixte du 12 avril 2002 a autorisé le conseil d'administration à consentir, en une ou plusieurs fois, au bénéfice de membres du personnel ou dirigeants ou de certains d'entre eux de la société Medcost et des sociétés liées, des options donnant droit à la souscription d'actions de la société Medcost.

Le nombre total des options ouvertes au titre de cette autorisation ne pouvant donner droit à plus de 200.000 actions de 0,25 € de nominal. Cette autorisation a été conférée pour une durée de 38 mois à compter de l'assemblée.

Le conseil d'administration du 3 septembre 2002 a attribué ces 200.000 options à un salarié et à un dirigeant, qui ont souscrit pour la totalité. Le prix de souscription aux actions nouvelles a été fixé à 0,69 € par action, soit 0,25 € de valeur nominale et 0,44 € de prime d'émission.

L'assemblée générale mixte du 29 juin 2004 a autorisé le conseil d'administration à consentir, en une ou plusieurs fois, au bénéfice de membres du personnel ou dirigeants ou de certains d'entre eux de la société Medcost et des sociétés liées, des options donnant droit à la souscription d'actions de la société Medcost.

Le nombre total des options ouvertes au titre de cette autorisation ne pouvant donner droit à plus de 300.000 actions de 0,25 € de nominal. Cette autorisation a été conférée pour une durée de 38 mois à compter de l'assemblée.

Le conseil d'administration du 30 septembre 2004 a attribué ces 300.000 options à cinq salariés et à un dirigeant qui ont souscrit en totalité. Le prix de souscription aux actions nouvelles a été fixé à 3,22 € par action, soit 0,25 € de valeur nominale et 2,97 € de prime d'émission.

Aucune option concernant ces plans n'a été levée au 31 décembre 2005.

Le coût du dernier plan de stocks options, d'un montant de 201.235 €, est déterminé par référence à la juste valeur des instruments de capitaux propres octroyés appréciée à la date d'octroi.

La juste valeur est déterminée en utilisant le modèle Black & Scholes à partir des hypothèses suivantes :

- Durée de vie estimée de l'option : 18,5 mois à partir du 30.9.2004.
- Volatilité de 80%
- Taux d'intérêts sans risque de 4,25 % (TMOP moyen du 2ème semestre 2005).

Note 8. — Avantages du personnel .

L'engagement vis-à-vis du personnel du groupe relatif aux indemnités de fin de carrière s'élève à 58 k€ au 31.12.2005 (contre 31 K€ au 31.12.2004), et fait l'objet d'une provision dans les comptes consolidés. La charge de l'exercice s'élève à 27 K€.

Le régime à prestations définies concerné est le régime prévu par la convention collective du Syntec.

Les hypothèses actuarielles qui ont permis la détermination de l'engagement sont les suivantes :

- taux d'actualisation : 3,56 %
- taux d'augmentation des salaires : Cadres 3 %
Non cadres 1,5 %
- taux de rotation du personnel : Cadres 10 à 30 %
Non cadres 30 %

Les taux d'augmentation des salaires et de rotation de personnel ont été déterminés à partir d'une étude statistique menée sur une période de trois ans et actualisée à chaque clôture.

Le taux d'actualisation non risqué retenu est le TMOP du 2ème semestre 2005, soit 3,56 %.

Note 9. — Résultat financier consolidé :

(Classement par nature)	31-déc-05	31-déc-04
	En keuros	en keuros
Produits nets sur cession de v.m.p.	102	47
Variation des justes valeurs des v.m.p.	-71	- 4
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	31	43
Coût de l'endettement financier brut	2	1
Coût de l'endettement financier net	- 29	-42
Autres produits financiers :		
Actualisation de la créance de carry-back	15	14
Charge d'intérêt sur engagement de retraite	-1	- 1
Total	14	13
Résultat financier	33	55

L'évolution de la juste valeur des valeurs mobilières de placement, comptabilisées en résultat selon les dispositions de la norme IAS 39, s'élève à 14 565 € au 31.12.2005.

Note 10. — Impôts différés et preuve d'impôts :

10.1 Impôts différés :

En K euros	Base	Economie potentielle	Comptabilisée	Non comptabilisée
Medcost				
Provisions non déductibles	10	3	0	3
ARD et déficits reportables	2.500	833	0	833
Doctissimo				
Provisions non déductibles	10	3	3	0
ARD et déficits reportables	8.120	2.707	322	2.385

Impôts différés passifs	-328	-109	-109	0
Total	10.312	3.437	216	3.221

Taux d'impôt utilisé : 33,33 %

Les impôts différés passifs d'un montant de 109 k€ correspondent à l'impôt différé calculé sur la valeur nette comptable des frais de développement du site Internet Doctissimo.

Les actifs d'impôts différés de la société Medcost ne sont pas activés du fait que leur récupération n'est pas jugée probable à la date d'arrêté des comptes.

Les actifs d'impôts différés de la société Doctissimo d'un montant net de 213 k€ correspondent aux impôts différés déterminés au 31.12.2004 à partir des données prévisionnelles de résultat de cette dernière sur 1 an diminués de la reprise due au résultat bénéficiaire de 2005.

10.2 Preuve d'impôts :

En milliers d'euros	Base	Impôt 33 1/3%	
Résultat avant impôt 2005	- 1 027	-342	
Consommation ID Actif Doctissimo liée à la diminution des impôts différés passifs	358	119	
Résultats déficitaires de la période ne donnant pas lieu à activation des impôts différés			
Medcost	1 052	351	
D3P	11	4	
Doctissimo	3	1	
Charge d'impôts différés 2005		133	
Imposition forfaitaire annuelle-crédit impôt		5	
Charge d'impôts		5	
Charge d'impôt totale			138

Note 11. — Personnel :

Effectif moyen	31.12.05	31.12.04
Medcost :		
Cadres	29	27
Employés	4	5
Doctissimo		
Cadres	8	6
Employés	4	
Total	45	38
Cadres	37	33
Employés	8	5

Le coût des stocks options hors dirigeants s'élève à 99 266 € pour l'exercice 2005, soit un coût total au 31.12.05 de 124 083 €.

Note 12. — Dirigeants :

En milliers d'euros	31.12.05	31.12.04
Salaires et autres avantages à court terme	128	152
Indemnités de fin de contrat de travail	8	7
Avantages postérieurs à l'emploi	0	0
Autres avantages à long terme	0	0
Palements fondés sur des actions	31	0

La part de l'engagement de retraite concernant les dirigeants s'élève à 7 822 € au 31.12.05 contre 7 038 € au 31.12.04.

Le coût des stocks options concernant les dirigeants s'élève à 31 264 € pour l'exercice 2005, soit un coût total au 31.12.05 de 39 080 €.

Note 13. — Information sectorielle :

a) Données sectorielles :

(en keuros)	Web agency		Conseil		Edition grand public		Autre		Total	
	31.12.05	31.12.04	31.12.05	31.12.04	31.12.05	31.12.04	31.12.05	31.12.04	31.12.05	31.12.04
Immobilisations incorporelles (VN)	277	111	0	0	540	866	0	0	817	977
Goodwill (VN)		0	0	0	94	63	0	0	94	63
Total I	277	111	0	0		928	0	0	911	1 041
Immobilisations corporelles (VN)										
Total II	286	208	0	0	13	6	243	0	542	213
Autres actifs financiers (VN)										
Total III	31	31	0	0		0	372	356	403	387
Total IV (I+II+III)	594	350	0	0	647	934	615	356	1 856	1 641
Chiffre d'affaires avant opérations Intra groupe	1 831	2 205	915	960	2 196	1137	136	165	5 078	4 467
Opérations Intragroupe	-317	-477	0	0	-6	0		0	-323	- 477
Chiffre d'affaires après opérations Intra groupe	1 514	1 728	915	960	2.189	1137	136	165	4 755	3 990
Résultat opérationnel courant avant retraitement des frais généraux	12		150		295		-1 524		470	
Retraitement frais généraux	-909		-529		-111		1549		0	
Résultat opérationnel courant après retraitement des frais généraux	-897	-230	-379	-133	184	114	25	5	-1066	- 244
Effectif	17	19	8	8	12	6	8	5	45	38

NB : VN = Valeur nette

Les activités du groupe ne sont exercées qu'en France.

Les données concernant les immobilisations sont des données consolidées.

Le secteur "Autre" correspond à des activités annexes, aux services généraux de Medcost ainsi qu'à l'activité de la société D3P.

Note 14. — Parties liées . — Les conventions entre Medcost et ses filiales au 31 décembre 2005 sont les suivantes :

Conventions réglementées :

- Néant

Conventions courantes :

- Convention entre Medcost et Doctissimo :

— fourniture de services de production par Medcost à Doctissimo pour les besoins de l'exploitation de son site internet,

— prestations d'assistance administrative et comptable par Medcost à Doctissimo.

Note 15. — Engagements .— Locations simples immobilières :

Engagements en €	<1an (2)	>1an < 5 ans	>5 ans	TOTAL
Contrat 1 (b653)	34 384	91 690		126 074
Contrat 2 (b651)	42 160	38 647		80 807
Contrat 3 (1) (b645)				
Contrat 4 (b654)	38 001	123 503		161 504
Total	115 545	253 840		368 385

(1) Bail en cours de renouvellement, indemnité de résiliation prévue au contrat 11.434 € HT.

(2) Les loyers annuels sont indexés sur l'indice du coût à la construction. Les loyers présentés sont ceux réellement facturés pour l'année 2005.

Les autres contrats de location simple ne sont pas significatifs.

Garanties. — Dans le cadre du rachat des sites Ados.fr, Myblog.fr et Pixelmonde.fr, la société Medcost garantit au cédant le paiement de toutes sommes qui seraient dues par la société Doctissimo au titre des compléments de prix relatifs à la cession par ce dernier de l'intégralité des éléments corporels et incorporels composant ces sites Internet.

Ces compléments de prix, déterminés en fonction de l'audience atteinte par ces sites à fin 2005 et fin 2006, s'élèveront aux montants suivants :

- complément de prix 1 déterminé en janvier 2006 : 7 500 euros, 12 000 euros ou 16 000 euros,

- complément de prix 2 déterminé en janvier 2007 : 7 500 euros, 10 000 euros ou 18 000 euros.

La société Medcost garantit toutes sommes qui seraient dues par la société Doctissimo au cédant au titre de la garantie de salaire que Doctissimo s'engagerait à verser à ce dernier en cas de licenciement non motivé par une faute grave ou lourde avant le deuxième anniversaire de son entrée en tant que salarié au sein de Doctissimo, soit 50 % de la rémunération mensuelle brute due au titre de la période restant à courir jusqu'à ladite date d'anniversaire.

Païement en actions.— La valeur des services liés au dernier plan d'attribution de stock option, relative aux périodes futures s'élève à 38 072 €.

Informations sur le passage aux normes IFRS

a) Contexte de transition aux normes IFRS.— En application du règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés du groupe Medcost au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2005 sont établis selon les normes comptables internationales IAS/IFRS applicables au 31 décembre 2005 telles qu'approuvées par l'Union européenne.

Les premiers comptes publiés selon les normes IAS/IFRS sont ceux de l'exercice 2005 présentés avec un comparatif au titre de l'exercice 2004 établi selon le même référentiel.

En vue de la publication de ces états financiers comparatifs pour l'exercice 2005 et conformément à la recommandation de l'AMF relative à la communication financière pendant la période de transition, la société a préparé des informations financières sur la transition aux normes IAS/IFRS présentant à titre d'information préliminaire l'impact chiffré du passage au IFRS sur :

- Le bilan à la date de transition, soit le 1er janvier 2004, date à laquelle les impacts définitifs de la transition sont enregistrés en capitaux propres lors de la publication des comptes consolidés 2005.

- La situation financière au 31 décembre 2004 et la performance de l'exercice 2004.

Ces informations financières sur l'impact chiffré du passage aux IFRS ont été préparées en appliquant aux données 2004 les normes et interprétations IFRS que la société estime devoir appliquer pour la préparation de ses comptes consolidés comparatifs au 31 décembre 2005. La base de préparation de ces informations financières décrite en notes résulte en conséquence :

§ Des normes et interprétations IFRS applicables de manière obligatoire au 31 décembre 2005 telles qu'elles sont connues à ce jour ;

§ Des options retenues et des exemptions utilisées qui sont celles que le groupe retiendra selon toute vraisemblance pour l'établissement de ses premiers comptes consolidés IFRS en 2005.

Ces informations ont fait l'objet d'un examen par nos commissaires aux comptes qui n'ont pas formulé d'observation sur les informations présentées.

Le groupe Medcost, en tant que premier adoptant, a appliqué la norme IFRS 1 et a retenu les options suivantes pour la présentation des ses premiers états financiers :

- Regroupement d'entreprises :

Le groupe a choisi de ne pas retraiter selon la norme IFRS 3 les regroupements d'entreprises antérieurs au 1.1.2004.

- Paiement en actions et assimilés :

Le groupe applique les dispositions transitoires prévues par la norme IFRS 2 en limitant l'application rétrospective obligatoire aux seuls plans d'option de souscription d'actions dont la date d'octroi est postérieure au 7.11.2002 et dont les droits ne sont pas encore acquis au 1.1.2005.

- Immobilisations corporelles et incorporelles :

Le groupe Medcost a décidé de ne pas évaluer ses immobilisations à leurs justes valeurs à la date de transition aux IFRS.

- Régimes de retraite :

Pour l'établissement de son bilan d'ouverture, le groupe Medcost a comptabilisé l'ensemble des écarts actuariels cumulés à la date de transition aux normes IFRS.

Le groupe Medcost n'est pas concerné par le retraitement des écarts de conversion.

b) Rapprochement des états financiers selon la norme IAS 1.— La norme IAS 1 prévoit de présenter distinctement au bilan consolidé les éléments courants et les éléments non courants. Le bilan consolidé établi selon les principes comptables français a été modifié pour tenir compte de cette nouvelle présentation et faciliter la comparaison avec les comptes établis selon les principes comptables IFRS.

Toutes les informations présentées sont exprimées en milliers d'euros.

Retraitements au 1.1.2004 :

Actif		01.01.2004 Normes ifrs	Retraitements	31.12.2003 Normes françaises
Actifs non courants		1 146	- 40	1 186
Goodwills	A	-		-
Immobilisations incorporelles		476	- 476	
Immobilisations corporelles		300	-	300
Actifs financiers disponibles à la vente		-	-	-
Autres actifs financiers	B	370	- 40	410
Impôts différés actif	C	-	-	-
Actifs courants		5 465	- 33	5 498
Stocks et en-cours		-	-	-
Clients et autres débiteurs	D	2 023	- 9	2 031

Trésorerie et équivalents de trésorerie	E	3 442	- 25	3 466
Total de l'actif		6 611	- 74	6 684

Passif		01/01/2004	Retraitements	31/12/2003
Capitaux propres		4 864	- 90	4 954
Capital		1 109	-	1 109
Primes d'émission et fusion		8 801	-	8 801
Actions propres	E	- 139	- 139	-
Réserve de stock options		-	-	-
Résultats accumulés non distribués		- 4 907	49	- 4 956
Intérêts minoritaires		1	-	1
Passifs non courants		188	19	169
Provisions part à plus d'un an	D	-	- 9	9
Engagements envers le personnel part à plus d'un an	F	28	28	-
Emprunts et dettes financières part à plus d'un an		-	-	-
Passifs d'impôts différés		160	-	160
Passifs courants		1 558	- 3	1 561
Provisions part à moins d'un an		-	-	-
Engagements envers le personnel et avantages assimilés		-	-	-
Dettes d'impôts		-	-	-
Fournisseurs et autres créditeurs		1 558	-	1 558
Emprunts et dettes financières échus à moins d'un an	E	0	- 3	3
Total du passif		6 611	- 74	6 684

A : IFRS 3. Traitement de l'écart d'acquisition. L'écart d'acquisition, comptabilisé à l'occasion du rachat de la société Doctissimo et provisionné à 100 % au cours de l'année 2001, apparaît au bilan consolidé en normes internationales pour sa valeur nette au 1.1.2004 (soit un montant nul). Le montant brut de l'écart et la provision pour dépréciation sont compensés.

B : IAS 39. La créance de carry-back d'un montant de 325 k€ est actualisée dans les comptes présentés selon les normes internationales. L'écart provenant de l'actualisation, d'un montant de 40 k€ est comptabilisé en contrepartie des capitaux propres.

C : IAS 12. Les créances d'impôts différés sont comptabilisées après étude de la probabilité de leur utilisation. Les créances antérieures au 1.1.2004 étant provisionnées à 100%, il est jugé qu'elles ne pourront pas être utilisées.

D : Les créances d'imposition forfaitaires annuelles sont provisionnées à 100%. La provision pour impôts correspondante est reclassée en déduction des créances.

E : IAS 32 / IAS 39. Les actions propres (139 k€) ainsi que leur dépréciation (28 k€), figurant dans les comptes de trésorerie en normes françaises, sont reclassées en déduction des capitaux propres (IAS 32).
Les valeurs mobilières de placement apparaissent au bilan à leur valeur de marché. Le montant de la plus-value latente s'élève à 89 k€ (IAS 39).
Les plus-values latentes sont comptabilisées dans les comptes consolidés. Les concours bancaires d'un montant de 3 k€ sont compensés avec les actifs.

F : IAS 19. Il s'agit de l'engagement de retraite comptabilisé en totalité à plus d'un an.

Retraitements au 31.12.2004 :

Tableau de variation des capitaux propres	Note	01.01.2004	Résultat net 2004	Autres	31.12.2004
Capitaux propres (part du groupe) publiés en normes françaises		4 954	914	-3	5 865
Reclassement des intérêts minoritaires		0	0	1	1
Total Capitaux propres publiés en normes françaises		4 954	914	-2	5 866
Annulation reprise dépréciation des écarts d'acquisition (IFRS 3)	B		-161		-161
Annulation des charges indirectes de production d'immobilisations incorporelles (IAS 38)	A		-120		-120
Reclassement des titres d'autocontrôle (IAS 32)	F	-139		-275	-414

Comptabilisation des vmp à la juste valeur (IAS 39)	F	89	-4		85
Actualisation des créances (IAS 39)	C	-40	14		-26
Engagements de retraites (IAS 19)	H	-28	-3		-31
Retraitement des stocks options (IFRS 2)	G		-33	33	0
Annulation des résultats liés aux titres d'autocontrôle (IAS 32)	K	28	-78	50	0
Impact impôts différés sur autres retraitements (IAS 12)	D		162		162
Retraitements divers			3	4	7
Capitaux propres en normes IFRS		4 864	695	-190	5 369

Actif		31.12.2004	Retraitements	31.12.2004
		Normes ifrs		Normes françaises
Actifs non courants		1 991	- 366	2 357
Goodwills	B	63	- 160	223
Immobilisations incorporelles	A	977	- 113	1 090
Immobilisations corporelles		214	-	214
Actifs financiers disponibles à la vente		-	-	-
Autres actifs financiers	C	387	- 26	413
Impôts différés actif	D	349	- 67	417
Actifs courants		5 012	- 340	5 352
Stocks et en-cours		-	-	-
Clients et autres débiteurs	E	2 384	- 11	2 395
Trésorerie et équivalents de trésorerie	F	2 628	- 329	2 956
Actifs non courants détenus en vue de la vente		-	-	-
Total de l'actif		7 003	- 706	7 709

Passif		31/12/2004	Retraitements	31/12/2004
		Normes ifrs		Normes françaises
Capitaux propres		5 369	-497	5 866
Capital		1 109	-	1 109
Primes d'émission et fusion		8 801	-	8 801
Actions propres	F	- 417	- 414	- 3
Réserves de stock options	G	33	33	-
Résultats accumulés non distribués		- 4 852	103	- 4 955
Résultats 2004		695	- 219	914
Intérêts minoritaires		-	-	-
Passifs non courants		54	- 209	263
Provisions part à plus d'un an	E	-	- 11	11
Engagements envers le personnel part à plus d'un an	H	31	31	-
Emprunts et dettes financières part à plus d'un an		23	-	23
Passifs d'impôts différés	D	-	- 229	229
Passifs courants		1 580	-	1 580
Provisions part à moins d'un an		-	-	-
Engagements envers le personnel et avantages assimilés		-	-	-
Dettes d'impôts		-	-	-
Fournisseurs et autres créiteurs		1 580	-	1 580

Emprunts et dettes financières échus à moins d'un an		-	-	-
Total du passif		7 003	- 706	7 709

Compte de résultat		31.12.2004	Retraitements	31.12.2004
		Normes ifrs		Normes françaises
Chiffre d'affaires		3 991	-	3 991
Autres produits de l'activité		-	-	-
Achats consommés		437	-	437
Charges de personnel	G, I, J, K	2 262	- 189	2 451
Charges externes		1 046	- 8	1 054
Impôts et taxes		106	- 8	114
Dotations aux amortissements		349	- 6	355
Dotations aux provisions		10	-	10
Autres produits et charges d'exploitation	A, I, J	- 25	- 376	351
Résultat opérationnel courant		- 244	- 165	- 79
Autres produits et charges opérationnels	K	380	380	-
Résultat opérationnel		136	215	- 79
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	F	43	- 4	47
coût de l'endettement financier brut		1	-	1
coût de l'endettement financier net		- 42	4	- 46
Autres produits financiers		13	- 15	28
Charges et produits exceptionnels	K	-	- 1 078	1 078
Impôts sur les résultats		- 4	2	- 6
Impôts différés	D, K	- 500	- 664	165
Charge d'impôt		- 504	- 662	158
Résultat net		695	- 220	915
Dotations aux provisions des écarts d'acquisition		-	- 1	1
Résultat net		695	- 219	914

Tableau de flux de trésorerie		2004	Retraitements	2004
		Normes ifrs		Normes françaises
Flux de trésorerie liés à l'activité				
Résultat net consolidé		695	220	915
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :				
Dotation amortissement et provisions (à l'exclusion de celles liées à l'actif circulant)	K	- 31	- 659	- 690
Charges et produits liés aux stocks options et assimilés	G	33	- 33	0
Autres produits et charges calculés	C	14	- 14	- 0
Plus et moins values de cession		0	0	0
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier et net d'impôt		683	- 458	225
Coût de l'endettement financier net		- 42		- 42
Charge d'impôt (y compris impôts différés)	D, K	- 504	669	165
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier et net d'impôt (A)		137	211	348
Impôts versés (B)		4	- 1	3

Variation du B.F.R. lié à l'activité(y compris dette liée aux avantages du personnel) (C)	E	- 335	- 11	- 346
Flux net de trésorerie généré par l'activité (D) = (A) + (B) + (C)		- 202	201	- 0
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissements :				
Décassements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	A	322	120	442
Décassements liés aux acquisitions d'immobilisations financières		2		2
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations financières		9		9
Incidences des variations de périmètre		134		134
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissements (E)		- 449	- 120	- 569
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement :				
Rachat et reventes d'actions propres	F	277	- 275	3
Encaissements liés aux nouveaux emprunts		23		23
Intérêts financiers nets versés (y compris contrats de location financement)		- 42		- 42
Autres flux liés aux opérations de financement	K	50	- 50	0
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (F)		- 163	225	62
Variation de trésorerie (D) + (E) + (F) + (G)		- 814		- 508
Trésorerie d'ouverture		3 442	22	3 464
Trésorerie de clôture		2 628	329	2 956
		- 814	307	- 508

En milliers d'euros	note	Ouverture	Variation 2004	Exercice 2004	clôture
Trésorerie en normes françaises		3.464	-508		2.956
Reclassement des actions propres	F	-139		-275	-414
Annulation de la provision pour dépréciation des actions propres	K	28		-28	0
Plus-value latente sur vmp	F	89	0	-4	85
Trésorerie en normes ifrs		3.442	- 508	- 307	2.628

A : IAS 16.

Les charges indirectes liées aux développements de sites réalisées au sein du groupe sont éliminées pour un montant de 120 k€. Corrélativement, les dotations aux amortissements de ces productions sont retraitées.

B : IFRS 3.

La reprise de provision pour dépréciation de l'écart d'acquisition de la société Doctissimo d'un montant de 160 k€ est éliminée dans les comptes consolidés présentés en normes internationales. Les fonds de commerce ont été reclassés en goodwill.

C : IAS 39.

La créance de carry-back d'un montant de 325 k€ a généré des revenus financiers liés à son actualisation pour un montant de 14k€. La valeur de la créance avait été corrigée d'un montant de 40 k€ au 1.1.2004.

D : IAS 12.

Les impôts différés de Doctissimo sont comptabilisés à hauteur des impôts différés passifs conformément aux dispositions de la norme IAS 12. Le montant comptabilisé s'élève à 229 k€. Les passifs d'impôts différés sont compensés, société par société, avec les actifs d'impôts différés.

Par ailleurs, les actifs d'impôts différés liés à la société Medcost qui ont fait l'objet d'une reprise de provision partielle au cours de l'exercice 2004 ne répondent pas aux critères de comptabilisations préconisés par la norme IAS 12. Dès lors ces impôts différés sont éliminés à hauteur de 66 k€.

Le solde de 349 k€ correspond à l'impôt sur les résultats bénéficiaires prévisionnels de Doctissimo pour l'exercice 2005. Ces données ont été établies lors de la clôture des comptes au 31.12.2004.

E : Les provisions pour impôts sont compensées avec les créances d'impositions forfaitaires annuelles qui leur correspondent.

F : IAS 32 / IAS 39.

Les actions propres acquises au cours de l'exercice sont reclassées en déduction des capitaux propres (soit 275 k€). Les actions propres détenues au 1.1.2004 s'élevaient à 139 k€. L'ensemble des actions propres figurant en comptes de trésorerie dans les comptes sociaux au 31.12.2004 s'élève donc à 414 k€. (IAS 32).

Par ailleurs, les valeurs mobilières de placement sont comptabilisées à leur valeur de marché. La plus-value latente sur ces valeurs s'élève à 85 k€ au 31.12.2004. La variation de plus-value latente entre le 1.1.2004 et le 31.12.2004 s'élève à 4 k€. (IAS 39).

G : IFRS 2.

D'après la norme IFRS 2, la charge de personnel relative à l'attribution des stocks options de la société aux salariés a été déterminée sur la base de la valeur de marché à la date d'attribution de ces options en utilisant le modèle Black & Scholes. La charge résultant de l'attribution des stocks options est lissée sur la période d'acquisition des droits.

La valeur de marché des stocks a été estimée à 200 k€ à partir des hypothèses suivantes. Le coût des services rendus par les salariés matérialisé par l'octroi de stock options au 30.9.2004 s'élève à 33 k€ au 31.12.2004.

H : IAS 19.

Les engagements envers le personnel sont évalués à la clôture à 31 k€. Le régime à prestations définies concerné est le régime prévu par la convention collective du Syntec.

Les hypothèses actuarielles qui ont permis la détermination de l'engagement sont les suivantes :

- taux d'actualisation : 4,25 %
- taux d'augmentation des salaires : Cadres 1 %
Non cadres 3 %
- taux de rotation du personnel : Cadres 20 %
Non cadres 50 %

Les taux d'augmentation des salaires et de rotation de personnel ont été déterminés à partir d'une étude statistique menée sur une période de trois ans. Le taux d'actualisation non risqué retenu est le TMOP du 2ème semestre 2004, soit 4,25 %.

- la méthode utilisée est la méthode des unités de crédits projetées.

I : Recommandation N°2004-R.02 du 27.10.2004. Les coûts salariaux incorporés dans la production d'immobilisations incorporelles pour un montant de 241 k€ sont reclassés en déduction des charges de personnel.

J : Recommandation N°2004-R.02 du 27.10.2004. Les produits comptabilisés en transfert de charges relatifs aux avantages en nature sont reclassés en déduction des charges de personnel. Ils s'élèvent à 13 k€.

K : Recommandation N°2004-R.02 du 27.10.2004. Les indemnités transactionnelles et les indemnités de licenciement, comptabilisées dans les comptes sociaux en exceptionnel, sont reclassées en charges de personnel (32 k€).

Les reprises de provisions pour dépréciation, comptabilisées en exceptionnel, sont reclassées (reprise de provision liée au site : 380 k€ reclassée en autres produits non courants, liée aux impositions différées en compte de provision pour impôts différés : 507 k€), ou éliminées (note B).

Les plus-values dégagées sur opérations de cession d'actions propres sont éliminées, 50 k€ (IAS 32). La reprise de provision comptabilisée à hauteur de 28 k€ dans les comptes en normes françaises est éliminée.

0608297